

Retombées économiques, sociales et environnementales du secteur du réemploi

Rapport final

30 septembre 2025





Les entreprises œuvrant dans le secteur du réemploi génèrent près de 5 G\$ de chiffre d'affaires au Québec



Mise en contexte

La gestion des matières résiduelles est de plus en plus reconnue comme un levier important dans la lutte contre les changements climatiques, puisqu'elle contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). En 2022, RECYC-QUÉBEC a mené une consultation afin de formuler des recommandations au gouvernement en vue d'accélérer la transition vers la réduction, le réemploi et la consommation responsable. Cette démarche a mis en évidence que la réduction à la source des matières résiduelles passe notamment par la promotion d'initiatives de réemploi. Toutefois, aucun portrait clair du réemploi au Québec, ni de ses impacts sur l'économie et l'environnement, n'a été dressé au cours de la dernière décennie. Dans ce contexte, RECYC-QUÉBEC a mandaté Aviseo Conseil pour réaliser une étude visant à quantifier les impacts du secteur du réemploi, incluant la réparation, et à en mesurer les retombées environnementales, sociales et économiques.

Les objectifs du mandat ont nécessité une réflexion approfondie sur la définition du réemploi afin de justifier la sélection des industries étudiées.

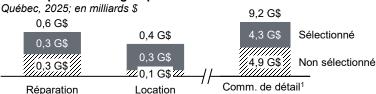
Le réemploi est la réutilisation, par la vente, la location à court terme, le troc et le don d'articles usagés, d'un produit, emballage ou contenant sans en modifier les propriétés de façon majeure, dans le but de prolonger la durée de vie des produits et ainsi de diminuer la quantité de ressources consommées. Le produit, contenant ou emballage qui est réemployé peut conserver le même usage ou non et peut être nettoyé, réparé ou reconditionné.

Trois secteurs du réemploi ont été identifiés

Les données des entreprises québécoises ont été extraites de la base Dun & Bradstreet afin d'établir un portrait du réemploi

- Au total, le secteur du réemploi génère 4,9 G\$ de chiffre d'affaires, dont 4,3 G\$ proviennent du commerce de détail, 0,3 G\$ de la location et 0,3 G\$ de la réparation
- Seules les entreprises dont une part du chiffre d'affaires est liée au réemploi, estimée à partir de sources secondaires, ont été retenues.

Répartition des chiffres d'affaires des entreprises dans le secteur du réemploi selon le groupe industriel



Le recours au réemploi génère une valeur ajoutée nette directe et indirecte de plus de 200 M\$ au Québec et soutient 1 147 emplois

- La réparation, en remplacement de l'achat de biens neufs, génère près de 49 M\$ de valeur ajoutée directe et indirecte au Québec. La location produit une valeur ajoutée nette de 57 M\$ alors que la réutilisation entraîne des bénéfices économiques totalisant 97 M\$.
- Plus de 400 emplois nets sont soutenus par la réparation. En revanche, la substitution de l'achat de biens neufs par la location entraîne une légère réduction du nombre d'emplois soutenus. Enfin, le remplacement de biens de détail neufs par des biens usagés permet de soutenir 990 emplois supplémentaires.

Les régions de Montréal, de la Capitale-Nationale et de la Montérégie bénéficient le plus des activités de réemploi

- La réparation, en remplacement de biens neufs, génère également ses impacts économiques les plus notables dans les régions de Montréal, de la Montérégie, de la Capitale-Nationale et des Laurentides.
- La location produit une valeur ajoutée nette pour ces régions et l'Estrie, mais soutient moins d'emplois que l'achat de biens neufs, surtout en raison de la location de véhicules automobiles.
- Dans les régions de Montréal, de la Montérégie, et des Laurentides, la substitution d'articles neufs par leur équivalent usagé génère une valeur ajoutée significative et soutient de nombreux emplois.

Sommaire des retombées économiques du réemploi²

Québec, 2025; en millions \$, en ETC3

	Valeur ajoutée <i>(M\$)</i>			Emplois (ETC²)						
	Directe	Indirecte	Totale	Induite	Totale et induite	Directs	Indirects	Totaux	Induits	Totaux et induits
Réparation	65,7	-16,7	49,0	8,4	57,4	618	-198	421	121	541
Location	60,2	-3,2	56,9	0,8	57,7	-236	-27	-263	11	-252
Commerce de détail (excluant les véhicules auto. d'occasion)	147,7	-50,8	96,9	20,0	116,9	1 552	-562	990	288	1 277
Total	273,6	-70,7	202,9	29,2	232,1	1 935	-788	1 147	420	1 567

Les impacts économiques et environnementaux du réemploi présentés dans ce rapport font référence aux impacts nets du réemploi, c'est-à-dire la différence entre les impacts du réemploi (achats de biens usagés, location ou réparation) et l'achat de biens neufs.



Le réemploi, en substitution à l'achat de biens neufs, permet d'éviter des impacts environnementaux notables



Il est estimé que le recours au réemploi, en substitution à l'achat de biens neufs équivalents, permettrait d'éviter 226,1 kT d'éq. CO₂, la production de 4 781,4 tonnes de déchets plastiques, la consommation de 120,8 millions de m³ éq. mond. d'eau, la génération de 32,0 kg d'éq. CFC-11, ainsi que 2 721,5 millièmes de CTUh

- La réparation permet d'éviter 41,9 kt d'éq. CO₂ au Québec, soit environ 2 % des émissions générées par les secteurs de biens neufs équivalents. Elle contribue également à réduire d'environ 1,1 kilotonne la quantité de déchets plastiques.
- Pour sa part, la location évite 66,0 kt d'éq. CO₂, ce qui correspond aussi à près de 2 % des émissions des secteurs de biens neufs équivalents, en plus de réduire de plus de 1,2 kilotonne la production de déchets plastiques.
- Au total, la substitution d'articles de détail neufs par des biens usagés permet d'éviter 118,2 kt d'éq. CO₂ au Québec. À titre comparatif, la consommation totale de biens de détail (neufs et usagés) génère 6 748,3 kt d'éq. CO₂, ce qui représente une réduction de 1,75 %. Cette substitution permet aussi d'éviter la production de 1 985,7 tonnes de déchets plastiques.
- Il convient de noter que les impacts environnementaux évités grâce à l'achat de véhicules d'occasion en remplacement de véhicules neufs peuvent être substantiels, mais demeurent très variables.

Certains secteurs, comme le commerce de vêtements et de petits appareils électroménagers d'occasion, présentent un fort potentiel environnemental et économique pour le réemploi. Ce sont en effet ces secteurs qui génèrent les plus importants gains environnementaux tout en limitant les pertes économiques associées.

Sommaire des retombées environnementales du réemploi¹

Québec, 2025; unités spécifiées

	GES (kT d'éq. CO ₂)	Déchets plastiques (tonnes)	Consommation d'eau (millions de m.cu. éq. mond.)	Destruction de la couche d'ozone (kg d'éq. CFC-11)	Substances cancérigènes (<i>millièmes de CTUh</i>)
Réparation	-41,9	-1 067,9	-22,5	-7,9	-638,8
Location	-66,0	-1 727,9	-28,2	-8,4	-941,9
Commerce de détail (excluant les véhicules automobiles d'occasion)	-118,2	-1 985,7	-70,1	-15,7	-1 140,7
Total	-226,1	-4 781,4	-120,8	-32,0	-2 721,5

Une consultation de parties prenantes de l'industrie à permis de dégager certains constats en lien avec le secteur du réemploi. Le mandat a également mis en exergue certaines mesures de soutien au secteur et dont l'analyse de l'efficacité devrait se faire de manière en suivant un processus rigoureux.



La mission sociale demeure au cœur des activités de nombreux organismes de commerce de détail d'occasion et ne montre pas de signe d'essoufflement.



Les détaillants de vêtements usagés doivent composer avec des défis en lien avec les volumes croissants de surplus, une hausse des dons de faible qualité, et un soutien limité à la R-D.



La demande pour les articles usagés est en croissance et la clientèle se diversifie avec les consommateurs sensibilisés à l'écologie et à la consommation responsable.



Le commerce de détail d'occasion présente des particularités régionales. Alors que dans les centres urbains, les établissements tendent à se spécialiser, ils adoptent une approche plus généraliste en région.



Un maillage accru avec les entreprises pourrait propulser le secteur du réemploi en favorisant l'émergence d'une véritable symbiose industrielle.



RETOMBÉES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DU SECTEUR DU RÉEMPLOI

Table des matières

	Page
Sommaire	3
Introduction et mise en contexte	6
Définition du réemploi et industries	12
Portrait du réemploi	24
Approche méthodologique et structure de dépenses du réemploi	38
Impacts économiques, sociaux et environnementaux du réemploi	43
Consultation d'acteurs impliqués dans le réemploi	66
Conclusion	73
Annexes	76

Introduction et mise en contexte

Le Bilan de la gestion des matières résiduelles (GMR) au Québec fournit un portrait exhaustif du secteur de la GMR

RECYC-QUÉBEC est responsable de la rédaction du Bilan de la gestion des matières résiduelles (le Bilan). Les données présentées proviennent des 75 lieux d'élimination et des 33 papetières québécoises, qui sont tenus de fournir des déclarations conformément à la réglementation en vigueur. Elles sont également tirées d'enquêtes réalisées auprès d'installations actives au Québec. Le Bilan 2023, le plus récent, regroupe les réponses obtenues auprès de 721 installations. Les données collectées sont organisées en dix sections distinctes.

a		١.	001	looto	مذا	ective
1	_	ı a	COL	lecte	Sel	ective

Portrait des 26 centres de tri

- 1 M t reçues
- 760 k t recyclées ou valorisées
- 167 k t expédiées à l'international
- 142 k t expédiées en Am. du Nord
- 48 % des matières recyclables générées à la maison ont été acheminées aux fins de recyclage

recyclables Portrait de 63 installations

2. Le conditionnement et le recyclage des matières

- 391 k t fibres expédiées hors Qc
- 45 k t plastique expédiés hors du Canada
- 56 k t verre éliminé (contenants)
- 47 k t métal éliminé (contenants et emballages)

3. Les matières organiques Portrait de 42 installations

- 4.5 M t générées
- 1.6 M t éliminées
- 2,9 M t recyclées
- 64 % taux de recyclage global

4. Les résidus de construction, de rénovation et de démolition

Portrait de 30 installations

- 1,7 M t traitées par les centres de tri
- 41 % recyclées
- 43 % en valorisation énergétique
- 1,4 M t éliminés

5. Les écocentres

Portrait de 340 écocentres et points de dépôt

- 490 k t récupérées
- 307 k t sont des résidus de CRD
- 160 k t éliminées

6. La récupération des textiles

Portrait de 176 récupérateurs

- 38 k t récupérées
- 82 % sont des vêtements
- 44 % acheminée à des courtiers pour exportation
- 19 % en transformation sur place

7. Programmes de responsabilité élargie des

producteurs (REP)

Portrait de 7 catégories de produits visés

- Près de 10 000 points de dépôt
- 101 k t matières récupérées
- 95 k t matières éliminées

8. Les autres filières de récupération des matières

Matelas et résidus domestiques dangereux (RDD)

- 5 k t matelas récupérées
- 87 % recyclées
- 6 k t de RDD (hors REP) récupérées
- 72 % des matières sont traitées hors Québec
- 7k t RDD éliminés

9. La valorisation énergétique

Portrait de 14 installations

- 1 M t reçues
- 41 % sont des écorces
- 24 % du bois de CRD

10. L'élimination

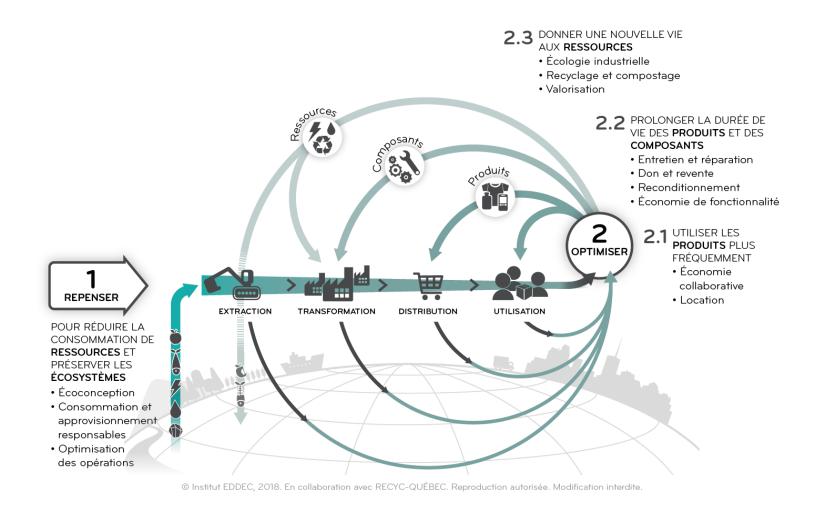
Portrait de 75 lieux d'élimination

- 5,7 M t éliminées (sans les boues)
- 6,1 M t éliminées (avec les boues)
- 685 kg/hab
- 2,2 M t matières utilisées en recouvrement

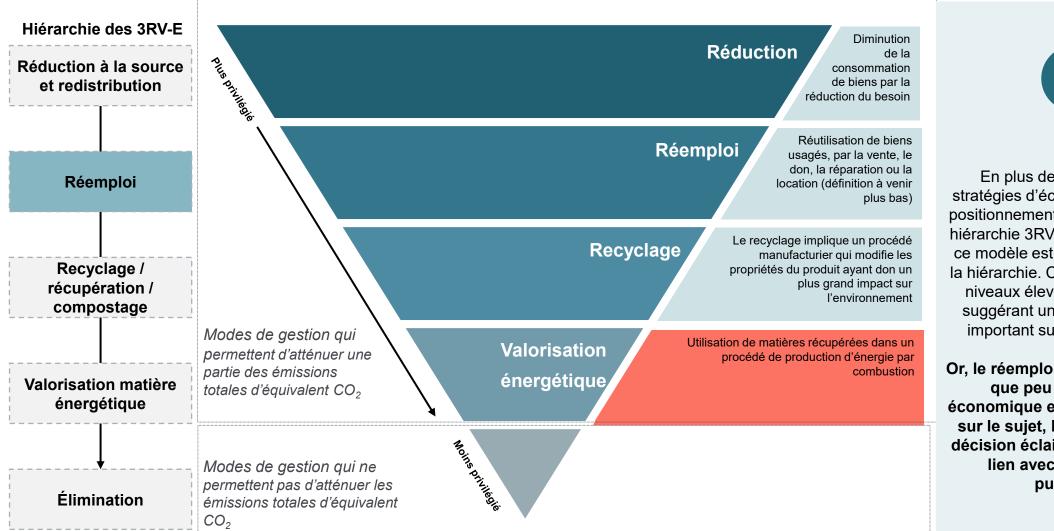
La protection de l'environnement nécessite l'adoption de modes de production et de consommation durables

L'économie circulaire désigne un système de production, d'échange et de consommation basé sur des stratégies visant à optimiser l'utilisation des ressources à chaque étape du cycle de vie des produits, dans le but de réduire les impacts environnementaux tout en améliorant le bien-être des individus et des collectivités¹. Ainsi, l'économie circulaire s'oppose à l'économie linéaire qui consiste généralement à extraire des ressources pour produire des biens destinés à être distribués, utilisés, puis éliminés. Bien qu'ayant contribué au développement industriel d'économies comme celle du Québec, le modèle d'économie linéaire n'est pas soutenable à l'échelle québécoise et mondiale dans un contexte de changements climatiques et de criticité des ressources disponibles.

Le schéma ci-contre illustre les principes de base de l'économie circulaire. Ce modèle vise notamment à réduire la consommation de ressources, d'optimiser leur utilisation et de diminuer la production de déchets.



La Politique québécoise de gestion des matières résiduelles est fondée sur le principe du 3RV-E qui cadre le réemploi





En plus de cadrer dans les stratégies d'économie circulaire, le positionnement du réemploi dans la hiérarchie 3RV-E est clair alors que ce modèle est partie intégrante de la hiérarchie. Celui-ci fait partie des niveaux élevés de la hiérarchie suggérant un impact positif plus important sur l'environnement.

Or, le réemploi est méconnu alors que peu d'intelligence économique et d'affaires existent sur le sujet, limitant la prise de décision éclairée, notamment en lien avec les politiques publiques.

Une première quantification québécoise des impacts économiques, environnementaux et sociaux du réemploi

La présente étude a pour objectif de combler un vide de connaissance et dresser le portrait du secteur du réemploi au Québec. L'étude vise également à recenser les entreprises qui composent le secteur et à estimer les retombées économiques, environnementales et sociales du réemploi.

Chaque section du rapport contribue à l'analyse en apportant des éléments distincts qui permettent de construire la compréhension du secteur et l'atteinte de l'objectif. En outre, l'étude complètera le prochain Bilan de la gestion des matières résiduelles au Québec. Le document est divisé en cinq grandes sections :

1	Définition du réemploi et sélection des industries incluses	La première section du rapport précise la définition du réemploi qui sera employée dans le cadre de ce mandat. Cette définition se veut pragmatique et pratique dans le but de dégager des portions d'industrie dont les activités sont associées au réemploi. La section aboutit donc à une liste d'industries qui seront analysées dans les sections subséquentes.
2	Portrait du secteur du réemploi	Cette section présente les industries dont les activités sont associées au réemploi en les regroupant en trois grands secteurs, soit la réparation, la location et le commerce de détail. Ce portrait se veut introductif à la construction des structures de dépenses utilisées lors de la modélisation.
3	Approche méthodologique et structure de dépenses du réemploi	La méthodologie détaillée, employée pour modéliser les retombées économiques, dont les impacts sociaux, et environnementales nettes de la substitution de l'achat de biens neufs par du réemploi, est présentée dans cette section. Les limites et hypothèses spécifiques sont également listées.
4	Impacts économiques, sociaux et environnementaux du réemploi	Véritable cœur du rapport, la présentation des retombées économiques, environnementales et sociales nettes des activités de réemploi sont présentées dans cette section. Les principaux indicateurs s'y retrouvent donc, alors qu'un fichier de travail peut être consulté pour de plus ample détail.
5	Sondage auprès des entreprises du secteur du réemploi	Finalement, aux regards de ces résultats, un sondage a été fait auprès des entreprises œuvrant dans le secteur du réemploi. La dernière section de ce rapport en détaille les principales conclusions.

Une étude exhaustive sur les retombées économiques dont la portée est bien circonscrite

Les impacts économiques, sociaux et environnementaux du réemploi, principaux résultats de ce rapport, s'appuient sur plusieurs hypothèses :

- D'abord, la définition du réemploi dégagée influence la sélection des secteurs attribuables au réemploi dans le cadre du rapport
 - La définition ne représente pas une position formelle de RECYC-QUÉBEC, mais doit être vue comme étant un point de départ pour la présente étude.
- Ensuite, la sélection des secteurs influence les données sur les entreprises extraites de la base de données de Dun & Bradstreet¹, un agrégateur de données financières et stratégiques
- Finalement, les données sur les entreprises sont utilisées comme base de la modélisation des impacts économiques, environnementaux et sociaux.
- Dès lors, un changement à la définition ou une modification à la base de données de *Dun & Bradstreet* auraient une incidence directe sur le portrait du réemploi présenté et sur les résultats des modélisations
- De plus, les données sur les entreprises provenant de la base de données de Dun & Bradstreet pourraient s'avérer incomplète et comprend des limites quant à l'estimation des revenus des entreprises.

Revue de la littérature et atelier

Définition du réemploi



Données sur les entreprises (Dun & Bradstreet)

Portrait de l'industrie québécoise du réemploi



Modèles IRQ² et du CIRAIG³

Impacts économiques, environnementaux et sociaux

Les résultats présentés dans ce rapport constituent un sommaire de l'ensemble des résultats des modélisations des impacts économiques et environnementaux

- Aviseo a également remis à RECYC-QUÉBEC un outil de calcul comportant l'ensemble des résultats économiques et environnementaux détaillés
- Notons que des limites et hypothèses plus exhaustives seront listées avec la méthodologie de modélisation.

Les résultats des consultations menées auprès des acteurs impliqués dans le réemploi sont présentés de manière qualitative, étant donné le nombre limité de réponses au sondage et d'entretiens réalisés.

Enfin, bien que tous les efforts aient été faits pour assurer l'exactitude des informations, rien ne garantit qu'elles seront toujours exactes à la date de lecture ni qu'elles le resteront dans l'avenir.



+ Dé

Définition du réemploi et industries

La définition du réemploi permet de cadrer les industries considérées dans l'étude

Étant donné que le concept de réemploi peut être interprété différemment selon le contexte, il est essentiel d'en préciser la définition :

- La définition du réemploi dans un contexte propre au Québec permet d'identifier les industries relevant du réemploi, influençant ainsi directement les résultats du rapport
- La sélection des industries influence par la suite le portrait du réemploi au Québec, ainsi que les paramètres de la modélisation des impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Bien que RECYC-QUÉBEC dispose déjà d'une définition, en collaboration avec celle de l'Office québécoise de la langue française (OQLF), du réemploi, les objectifs du mandat ont exigé une réflexion approfondie sur cette définition afin de justifier la sélection des industries étudiées.

Schématisation de la démarche

Revue de la littérature et de la documentation

Sondage auprès du comité responsable de l'étude chez RECYC-QUÉBEC Atelier de réflexion avec le comité responsable de l'étude chez RECYC-QUÉBEC Rédaction d'une version préliminaire de la définition et validation de la définition par le comité responsable de l'étude chez RECYC-QUÉBEC



Source : Analyse Aviseo Conseil, 2025

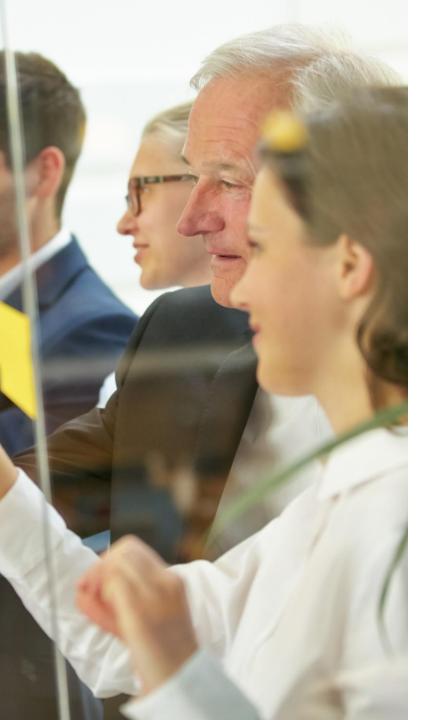
Les différentes définitions à travers le monde montrent un degré de précision variable du réemploi

« Le réemploi est l'opération par laquelle un produit est réutilisé, sans en modifier les propriétés¹ ». Les précisions présentées dans le tableau ci-dessous peuvent être ajoutées à cette définition.

Élément de précision	Implications et exemples	Sources incluant cette précision
Produit ou emballage	 Spécifie l'inclusion des emballages 	- RECYC-QUÉBEC
Permet de prolonger la durée de vie des ressources et de réduire la demande de nouvelle production	Inclut l'objectif du réemploi dans la définition	 Reuse Minnesota
Sont considérés comme du réemploi la vente et le don d'articles usagés, même si ces articles ont été nettoyés ou réparés	 Inclut la revente ou le don de vêtements, d'ordinateurs, de meubles, d'électroménagers ou de matériaux de construction 	- RECYC-QUÉBEC
Pas de modification de l'apparence ou des propriétés de l'objet	 Exclut le recyclage (définition du recyclage par RECYC- QUÉBEC : utilisation, <u>dans un procédé manufacturier</u>, d'une matière récupérée en remplacement d'une matière vierge) 	RECYC-QUÉBECOQLFÉquiterre
Peut conserver la même fonctionnalité ou être utilisé pour une autre fonctionnalité (usage identique ou différent de celui pour lequel le produit avait été conçu)	Exemple : inclut l'utilisation d'une bouteille de vin comme vase à fleurs	Aviseo ConseilOQLFÉquiterre
Uniquement pour un usage identique à celui pour lequel le produit avait été conçu	 Exclut les produits réutilisés pour une nouvelle fonctionnalité (exemple de l'utilisation d'une bouteille de vin comme vase à fleurs) 	Zero Waste EuropeNational Zero Waste CouncilUN Environment
De petits ajustements, des réparations mineures, des tests et un nettoyage des composants peuvent être nécessaires	Permet d'inclure un vaste éventail de produits	National Zero Waste CouncilRECYC-QUÉBECEllen MacArthur Foundation

(1) Adapté de la définition de l'Office québécois de la langue française. Note : Le lecteur est invité à consulter l'annexe 1 pour l'ensemble des définitions recens Source : Analyse Aviseo Conseil. 2025





LITTÉRATURE ET DÉFINITION DU RÉEMPLOI

Certains éléments seulement ont été retenus pour préciser la définition

Avec l'aide des experts de RECYC-QUÉBEC, chacun des éléments a fait l'objet de discussions afin de déterminer quelles précisions doivent être ajoutées à la définition de base.

Le tableau ci-bas les montre les précisions à ajouter alors que les pages suivantes ajoutent certaines précisions de compréhension pour formaliser une définition fonctionnelle. Selon les consultations, quatre éléments ont été retenus et trois sont rejetés.

Éléments retenus	Éléments non retenus
Produit ou emballage et contenants	Pas de modification de l'apparence ou des propriétés de l'objet – sans modifications majeures
Prolonger la durée de vie des produits pour diminuer la quantité de ressources consommées	Uniquement pour un usage identique à celui pour lequel le produit avait été conçu
Sont considérés comme du réemploi la vente, le don et la location à court terme d'articles usagés, même si ces articles ont été nettoyés, réparés ou reconditionnés	De petits ajustements, des réparations mineures, des tests et un nettoyage des composants peuvent être nécessaires

Peut conserver le même usage ou non

Plusieurs constats émergent des discussions en lien avec la définition du réemploi

- Le réemploi vise à **prolonger la durée de vie** des produits, emballages ou contenants et ainsi **réduire la quantité de ressources** consommées.
 - Les discussions sur la notion de transfert d'usager n'ont pas abouti à un consensus. Pour les **produits à usages multiples (p.ex. outils, vêtements ...), le transfert d'usager paraît essentiel** pour intégrer le réemploi. En revanche, pour les **produits à usage unique (p.ex. bouteille de vin utilisée comme un vase), cette notion ne semble pas nécessaire**. La présente étude ne prend pas en considération le transfert d'usage comme élément de discrimination des industries. Cette décision présente toutefois comme limite la possible omission de certaines activités de réemploi qui entraîne des gains environnementaux et des pertes économiques (p. ex. l'usage répété de produits à usage unique).
- Pour être intégrée au réemploi, l'industrie de la location doit se limiter à la location à court terme, excluant notamment la location avec option d'achat et les locations de biens immobiliers. La location doit également respecter le premier constat, soit de réduire la quantité de ressources consommées.
 - Il est important de **distinguer l'entretien de la réparation**. Alors que certains aspects de la réparation peuvent être vus comme du réemploi, l'entretien ne peut pas l'être en raison de la normalité et de la nécessité de cette action. Par exemple, le nettoyage régulier des filtres d'un système de ventilation constitue un entretien essentiel au bon fonctionnement de l'équipement, sans pour autant relever du réemploi.

Bien que ces points ne soient pas ajoutés à la définition formelle, ils enrichiront les réflexions ultérieures sur la sélection des industries concernées par le réemploi. Ces constats doivent donc être considérés comme faisant partie intégrante de l'interprétation de la définition et complètent les éléments de précision établis précédemment.

Par pragmatisme, la démarche a adopté à la fois une définition large et une plus restreinte

Une définition restreinte est davantage puriste et de nature restrictive. Dans de la présente étude, une telle définition du réemploi serait difficilement applicable car elle exclurait certaines industries pratiquant un réemploi partiel. Une définition plus souple est donc préférable puisqu'elle résulte d'assouplissements apportés à la définition stricte et offre un cadre d'application mieux adapté.

Dans le cadre du réemploi, la définition restreinte se concentre sur le reconditionnement, le don, la revente et la réparation :

- Ces éléments de définition restreignent le réemploi à la réparation et au commerce de détail sans prendre en compte des modifications légères dans l'utilisation du bien ou encore la location
- Ainsi, une définition large apparaît nécessaire afin de mieux capter certaines industries dont les activités sont associées au principe du réemploi, soit de réduire la quantité de matières utilisées, mais dont les moyens sont plus larges que la vente et la réparation.

Intégration de la définition du réemploi au sein des étapes du 3RV

	Étapes du 3RV	Résultantes	Moyens	Exemples d'industries incluses
1	Réduction à la source	- Minimisation de l'achat de produits neufs	 Entretien <u>Définition élargie</u> Location à court terme <u>Définition restreinte</u> 	Location d'appareils électroniques domestiques et d'appareils ménagers
2	Réemploi	Réduction de la production de matières résiduelles	ReconditionnementDon et reventeRéparation	Magasins de marchandises d'occasion
3	Recyclage, compostage	 Utilisation de matières secondaires transformées pour la fabrication de nouveaux produits 	Suprarecyclage Procédé manufacturier	I I – Usines de pâte chimique
4	Valorisation énergétique	 Génération d'énergie 	 Récupération de l'énergie produite par un procédé de combustion (valorisation énergétique) 	 Usine de production d'énergie de biomasse

Une définition pragmatique du réemploi doit servir dans le cadre du présent mandat

Cette définition, bien qu'adéquate pour les besoins du présent mandat, ne doit pas être considérée de manière officielle ou rigide. En effet, il est de l'avis des membres du comité responsable de l'étude chez RECYC-QUÉBEC et d'Aviseo que le concept de réemploi est plus restreint que cette définition, notamment sur les aspects de location et du supra recyclage comme le montre la page précédente.

Le réemploi est la réutilisation, par la vente, la location à court terme, le troc et le don d'articles usagés, d'un produit, emballage ou contenant sans en modifier les propriétés de façon majeure, dans le but de prolonger la durée de vie des produits et ainsi de diminuer la quantité de ressources consommées. Le produit, contenant ou emballage qui est réemployé peut conserver le même usage ou non et peut être nettoyé, réparé ou reconditionné.





Le traitement de plusieurs bases de données aide à identifier les industries

À partir du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et de la compréhension commune du réemploi établie précédemment, les industries pertinentes ont été extraites et classifiées en fonction de trois grands secteurs, soit la réparation, la location et le commerce de détail.

Réparation Location Commerce de détail

Les industries de réparation d'articles personnels et ménagers attribuables au réemploi. Cela exclut l'entretien. La réparation et l'entretien de véhicules automobiles sont également exclus. Ceci provient du nombre élevé de ces entreprises et de la faible part du réemploi qui leur est attribuable, étant donné que tous les véhicules nécessitent des réparations et de l'entretien fréquents.

La location dans le concept du réemploi doit empêcher l'achat d'un bien neuf. Ainsi, seule la location de biens qui permet la mise en commun doit être incluse, ce qui est associable à la location courte durée, que ce soit des articles ménages et des outils, mais également de véhicules. Cela exclut la location de véhicules et d'autres biens à bail.

Toutes les industries dont les activités touchent à la vente de biens usagés ou d'occasion. Cela inclut des industries de vente au détail plus large dont une part du chiffre d'affaires représente de la vente de biens d'occasion.

Les codes SCIAN ne permettent pas de ventiler toutes les industries selon le réemploi tel que défini dans cette étude. En effet, certaines industries sélectionnées englobent à la fois des activités relevant du réemploi et d'autres qui n'en font pas partie :

- Dix industries sélectionnées incluent des entreprises consacrant uniquement une partie de leurs activités au réemploi, ainsi que d'autres ne faisant pas de réemploi
- Les chiffres d'affaires de ces industries sont donc pondérés afin de tenir compte du fait qu'elles ne sont pas complètement en réemploi.

Pondération

Afin d'exclure les entreprises et les activités n'étant pas liées au réemploi, une pondération a été appliquée au chiffre d'affaires et au nombre d'employés des entreprises appartenant à des industries faisant partiellement du réemploi :

- Les valeurs utilisées pour les pondérations se basent sur une revue de la littérature et documentaire ainsi que sur des données publiques de Statistique Canada, notamment dans le tableau des ressources et des emplois (TRE)
 - Les pages suivantes présentent le détail des pondérations utilisées par industrie et des sources de données.
- Le nombre d'entreprises par industrie n'ayant pas été pondéré, il doit être interprété comme un « nombre d'entreprises susceptibles de réaliser du réemploi ».

Une pondération basée sur une panoplie de sources et hypothèses

En fonction de la disponibilité des données, différentes méthodes ont été utilisées pour déterminer les pondérations à appliquer aux chiffres d'affaires des entreprises des industries.

Industrie Pondération		Notes	
Commerce de detail	La pondération appliquée correspond à la part des dépenses attribuables aux biens d'occasion, telles que présentées dans le TRE de Statistique Canada	Cette méthode a été utilisée pour les industries suivantes : concessionnaires de véhicules récréatifs, de motocyclettes, de bateaux et d'autres véhicules automobiles, détaillants d'appareils électroniques et ménagers, et d'articles de sport.	
Organismes à but non lucratif dont une partie des activités est dédiées à la vente de biens usagés	Une pondération de 28 % a été appliquée à ces organismes, alors qu'une une pondération de 25 % a été appliquée aux prêteurs sur gages	Cette valeur est basée sur les rapports financiers de ces organismes.	
Vente de véhicules usagés	Une pondération de 42 % a été appliquée aux concessionnaires vendant à la fois des véhicules neufs et usagés	Cette valeur provient d'une étude de marché d'IBISWorld.	
Location	Pour la location d'automobiles une pondération de 42 % a été appliquée.	Cette valeur provient d'une étude de marché d'IBISWorld.	
Réparation	Une pondération de 50 % a été appliquée aux industries de la réparation	Puisqu'il est difficile de distinguer précisément la part des revenus provenant de la réparation par rapport à l'entretien il a été jugé prudent de considérer qu'en moyenne, la moitié des revenus des entreprises du secteur provenait d'activités de réparation, le reste étant attribuable à l'entretien et à d'autres services.	



La définition élargie permet de cibler de grands secteurs économiques

À partir des catégories issues du SCIAN 2022, des industries dans les trois grands secteurs économiques ont été ciblées.

Chaque industrie a été analysée afin de valider les entreprises incluses et la validité de l'inclusion au sens de la définition du réemploi élaborée. La pondération a également été faite dans le but de n'inclure que la part des industries qui peut être associée à des activités de réemploi.

Secteurs et industries incluses dans la définition du réemploi

Secteur	SCIAN	Industrie	Pondération
	81141	Réparation et entretien d'appareils ménagers et de matériel de maison et de jardin	50 %
	81142	Rembourrage et réparation de meubles	50 %
Réparation	81143	Réparation de chaussures et de maroquinerie	50 %
	81149	Autres services de réparation et d'entretien d'articles personnels et ménagers	50 %
	326212	Rechapage de pneus (classification des ÉU.)	50 %
	532111	Location d'automobiles	42 %
Location	53221	Location d'appareils électroniques domestiques et d'appareils ménagers	100 %
Location	53228	Location de tous les autres biens de consommation	100 %
	53231	Centres de location d'articles divers	100 %
	44112	Concessionnaires d'automobiles d'occasion	100 %
	44121	Concessionnaires de véhicules récréatifs	6 %
	44122	Concessionnaires de motocyclettes, de bateaux et d'autres véhicules automobiles	6 %
Commerce	44921	Détaillants d'appareils électroniques et ménagers	1 %
de détail	455219	Tous les autres détaillants de marchandises diverses de tout genre¹	100 %
	45911	Détaillants d'articles de sport	3 %
	45951	Détaillants de marchandises d'occasion	100 %
	459999	Tous les autres détaillants de détail divers (sauf les détaillants de matériel pour la fabrication de la bière et du vin) ¹	100 %

⁽¹⁾ Ces industries n'ont pas été pondérées car elles ont été triées au préalable. Sources : Statistique Canada; IBISWorld; Analyse Aviseo Conseil, 2025



D'autres ajustements aux données extraites ont été nécessaires

Par esprit de prudence et dans le souci d'établir un portrait juste du réemploi, d'autres traitements aux données se sont ajoutés :

- Les établissements dont le nombre d'employés ou le chiffre d'affaires étaient manquant ont été exclus de la base de données :
 - Dans la plupart des cas, il s'agissait d'entreprises ayant cessé leurs activités.
- Les pondérations ont été appliquées au chiffre d'affaires des industries sur la base de leur code SCIAN
- Des exclusions supplémentaires ont été appliquées :
 - Notamment, les entreprises de location d'automobiles situées à proximité des aéroports ont été exclues sur la base de leur code postal en raison de la location touristique ou pour affaire qui ne se prête pas à la définition du réemploi.

Précisions concernant certaines industries exclues du réemploi

Industrie	Explications			
Bibliothèques publiques ¹	Exclusion de l'étude en raison de la difficulté d'obtenir des données quantifiées, notamment causée par l'absence de traçabilité des opérations.			
Location d'automobiles	Exclusion des établissements de location d'automobiles situés aux abords des aéroports puisque la composante touristique ne constitue pas du réemploi.			
Tous les autres détaillants de marchandises diverses de tout genre, tous les autres détaillants de détail divers (sauf les détaillants de matériel pour la fabrication de la bière et du vin)	Seules les entreprises pour lesquelles le site web mentionnait des activités liées au réemploi ont été retenues. Une vérification manuelle supplémentaire a été réalisée afin d'uniquement sélectionner les entreprises œuvrant dans le réemploi.			



+ Portrait du réemploi

Le réemploi génère près de 5 G\$ de chiffre d'affaires au Québec

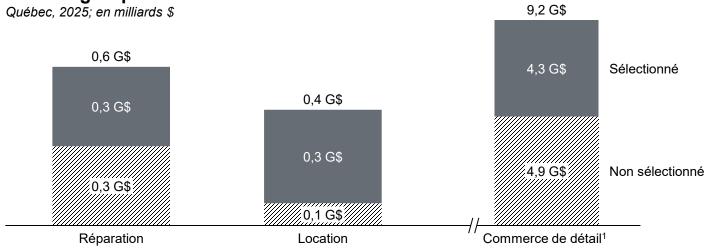
Les entreprises œuvrant dans le secteur du réemploi contribuent à l'économie québécoise au travers leurs dépenses, qui peuvent être estimées par leur chiffre d'affaires. Les retombées économiques prennent la forme d'effets directs et indirects

- Les effets directs sont les incidences sur l'économie attribuable aux éléments sur lesquels portent l'analyse, soit le réemploi. Ils sont associés à la valeur ajoutée immédiatement engendrée.
 Sommairement, l'effet direct représente les salaires et les bénéfices avant impôt, intérêt et amortissement (BAIIA)
- Les effets indirects découlent de la demande en biens et services nécessaires aux activités des entreprises du réemploi et couvrent la chaîne d'approvisionnement québécoise par des effets de cascade. Ces effets correspondent, par exemple, à la demande de biens intermédiaires auprès de divers fournisseurs des activités de fonctionnement (par exemple, les services professionnels, l'achat de matériaux, les services de transport).

En s'appuyant sur la définition du réemploi présentée à la section précédente, trois secteurs ont été identifiés. Les données de l'ensemble des entreprises québécoises de chaque secteur ont été extraites de la base de données de *Dun & Bradstreet*, afin d'établir un portrait détaillé du réemploi

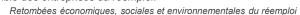
- La totalité des entreprises n'a toutefois pas été retenue. En effet, Aviseo s'est basé sur la littérature, ainsi que sur des données publiques pour estimer la part des chiffres d'affaires des entreprises sélectionnées associée au réemploi
- Il est estimé que les entreprises œuvrant dans le secteur du réemploi génèrent un chiffre d'affaires total de 4,9 G\$, dont la majeure partie provient du commerce de détail (4,3 G\$)
 - À cela s'ajoutent les entreprises de location, qui génèrent 0,3 G\$ de chiffre d'affaires, ainsi que celles de réparation, avec 0,3 G\$.

Répartition des chiffres d'affaires des entreprises dans le secteur du réemploi selon le groupe industriel



(1) Inclut les établissements de commerce de détail et les concessionnaires d'automobiles d'occasion Note : l'annexe 2 présente les limites liées à la connaissance de l'ensemble des entreprises du réemploi.

Sources: Dun & Bradstreet; Analyse Aviseo Conseil, 2025





Réparation Location Commerce de

PORTRAIT DU RÉEMPLOI

Le secteur de la réparation compte 1 061 entreprises actives au Québec, générant un chiffre d'affaires de près de 300 M \$

Un quart de ces entreprises se spécialisent dans le rembourrage et la réparation de meubles, tandis qu'un autre quart se consacrent à la remise en état d'autres articles personnels et ménagers, tels que des outils, des bijoux ou de l'équipement sportif

- De plus, 219 entreprises sont spécialisées dans la réparation d'appareils électroménagers tels que les climatiseurs et les réfrigérateurs
- Enfin, 51 établissements font de la réparation de matériel de maison et de jardin, et 257 autres établissements se consacrent à la réparation de chaussures et au rechapage de pneus.

Le chiffre d'affaires moyen par entreprise est estimé à 0,3 M\$

- La part des activités des établissements de réparation d'appareils électroménagers liée au réemploi génère 88 M\$ de chiffre d'affaires
- Les entreprises de rembourrage et de réparation de meubles génèrent un chiffre d'affaires de 64 M\$
- Les établissements de réparation d'autres articles personnels et ménagers génèrent quant à eux 53 M\$ de chiffre d'affaires
- Par ailleurs, les entreprises de réparation de matériel de maison et de jardin génèrent 38 M\$ de chiffre d'affaires.

Le secteur de la réparation emploie un total de 1 121 personnes au Québec, dont la plus grande part (29 %) travaille dans des établissements spécialisés, tels que la réparation d'appareils électroménagers, correspondant à 321 employés

 Les entreprises de réparation d'autres articles personnels et ménagers comptent 229 employés (20 %), tandis que celles spécialisées dans le rembourrage et la réparation de meubles en emploient 223 (20 %).

Retombées économiques, sociales et environnementales du réemploi

Répartition des chiffres d'affaires des entreprises de réemploi selon le type de réparation réalisée Québec, 2025; en millions \$, en %

285.3 M\$ 88.4 M\$ 31 % 64.0 M\$ 52,8 M\$ 100 % 38,1 M\$ 42,0 M\$ 13 % 15 % Appareils électroménagers Matériel de maison Autres types de réparation **Total** Rembourrage et Autres articles Type de réparation réparation de meubles personnels et ménagers et de jardin Nombre d'entreprises 1 061 219 267 267 51 257 C. d'affaires moyen (k\$) 268,9 403,5 239,8 197,9 746,6 163,5 321 223 229 135 Nombre d'emploi total 1 121 214

Note : les entreprises dont l'activité principale relève de la réparation et de l'entretien d'automobiles sont exclues des données présentées, voir la page 19 pour plus de détails. Sources : Dun & Bradstreet; Statistique Canada; Analyse Aviseo Conseil, 2025



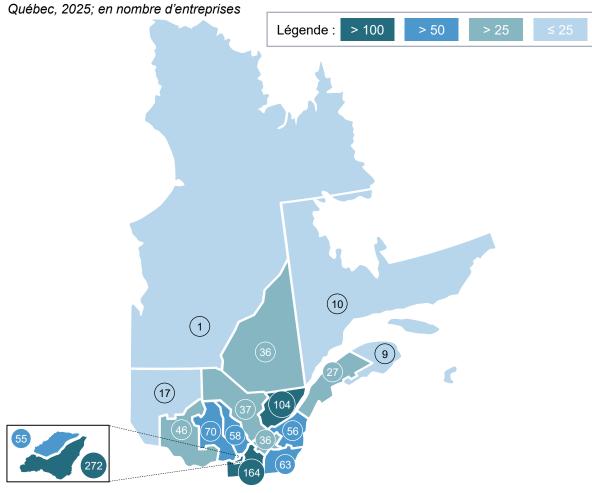
PORTRAIT DU RÉEMPLOI

Bien que concentrées dans les grands centres, les entreprises de réparation se retrouvent dans l'ensemble des régions du Québec

En effet, les régions administratives de Montréal, de la Montérégie et de la Capitale-Nationale regroupent à elles seules la moitié des entreprises de réparation au Québec, avec respectivement 26 %, 15 % et 10 % des établissements

- La région administrative des Laurentides en compte 7 %, suivie de l'Estrie et de Lanaudière, qui en regroupent respectivement 6 % et 5 %
- Montréal abrite le plus grand nombre d'établissements spécialisés dans la réparation de meubles et de chaussures et de maroquinerie, ainsi que dans la réparation d'autres articles personnels et ménagers
- En revanche, la Montérégie concentre la majorité des établissements de réparation de matériel de maison et de jardin, d'appareils électroménagers, et de rembourrage et de réparation de meubles.

La représentation cartographique révèle une distribution étendue et dense des entreprises de réparation, suggérant que ce mode de réemploi est déjà largement adopté à travers le Québec. Cartographie des entreprises de réemploi appartenant au soussecteur de la réparation¹



⁽¹⁾ La légende représente la densité d'entreprises par région, et les nombres sur la carte indiquent le nombre d'entreprises dans une région.

Sources: Dun & Bradstreet; Analyse Aviseo Conseil, 2025

Notes : l'annexe 3 présente le nombre d'entreprises du réemploi par type de réemploi et par région.

L'annexe 4 présente une représentation cartographique détaillée des entreprises de réemploi appartenant au sous-secteur de la réparation

PORTRAIT DU RÉEMPLOI

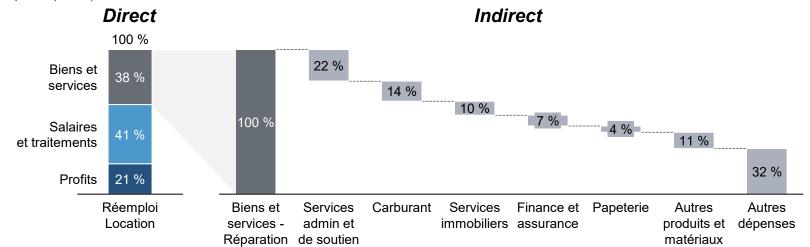
Le secteur de la réparation dépense principalement en services administratifs

En moyenne, les établissements du secteur de la réparation consacrent environ 41 % de leurs dépenses à la rémunération de leurs employés, tandis que 21 % correspondent aux profits.

Les établissements de réparation étant des fournisseurs de services, la majorité de leurs dépenses est consacrée aux services administratifs et de soutien, ainsi qu'aux services immobiliers, financiers et d'assurances

- La part non négligeable des dépenses en carburant s'explique notamment par le fait que beaucoup de ces entreprises proposent des services à domicile, nécessitant des véhicules pour transporter les techniciens et leur matériel jusqu'aux clients
- Les autres dépenses incluent notamment les autres dépenses de transport et d'entreposage, le matériel électrique, électronique et de communication, et les services publics.

Répartition des dépenses des entreprises appartenant au secteur de la réparation Québec. 2021: en %



Sources: Statistique Canada; Analyse Aviseo Conseil, 2025



Le secteur de la location compte près de 300 entreprises actives au Québec, générant un chiffre d'affaires de près de 350 M\$

Plus de la moitié (56 %) des entreprises de location sont des établissements de location d'automobiles¹

- Au total, 105 entreprises se spécialisent dans la location d'articles divers, notamment d'équipement commercial, d'outils et de matériel de bricolage
- Les autres entreprises de location incluent notamment la location de vêtements et costumes (10 établissements), et d'équipements de loisirs (4 établissements).

Chacune des entreprises de location génère un chiffre d'affaires moyen de 1,2 M\$

- Alors que la part associée à du réemploi des établissements de location d'automobiles¹ représente près de 59 M\$, leur chiffre d'affaires moyen représentant du réemploi, inférieur à 0,4 M\$, suggère un grand nombre de petites entreprises
- À l'inverse, les centres de location d'articles divers affichent des chiffres d'affaires moyens de plus de 2 M\$, témoignant de la présence d'un petit nombre de grandes entreprises.

Le secteur de la location emploie un total de 810 individus dans l'ensemble du Québec, dont la plus grande part (64 %) sont employés par des centres de location d'articles divers, correspondant à 521 travailleurs

 Les établissements de location d'automobiles¹ emploient 208 travailleurs (26 %), alors que les établissements de location d'autres biens de consommation emploient un total de 81 individus (10 %).

Répartition des chiffres d'affaires des entreprises de réemploi selon le type de location réalisée

Québec, 2025; en millions \$, en % 336.1 M\$ 248.0 M\$ 74 % 100 % 58,7 M\$ 29.3 M\$ Total Centres de location d'articles divers Automobiles1 Autres biens de consommation Type de location Nombre d'entreprises 285 105 160 20 2 362,4 367,2 C. d'affaires moyen (k\$) 1 179,3 1 464,8 Nombre d'emploi total 810 521 208 81

(1) Concerne uniquement la portion des activités des établissements de location d'automobiles relative aux dépenses effectuées par des Québécois pour des raisons personnelles (donc excluant la clientèle touristique et d'affaires). Pour plus de détails, consulter la page 21.

Sources: Dun & Bradstreet; Statistique Canada; Analyse Aviseo Conseil, 2025



Les dynamiques économiques et touristiques propres à chaque région influencent l'implantation des entreprises de location

Bien que présentes dans l'ensemble des 17 régions administratives du Québec, les entreprises de location sont majoritairement établies à Montréal (21 %)

- La Montérégie suit avec 10 %, tandis que la Capitale-Nationale et les Laurentides en regroupent chacune 9 %
- Montréal regroupe le plus grand nombre (26 %) d'établissements de location d'automobiles
 - La location répond ainsi à une forte demande en solutions de remplacement pour les voitures.
- La Montérégie, les Laurentides et Montréal concentre la majorité des centres de location d'articles divers, suivie de Lanaudière et de l'Estrie
- Enfin, les Laurentides comptent le plus grand nombre d'entreprises de location d'équipements de loisirs, notamment en raison de sa proximité avec des espaces dédiés aux activités de plein air, contrairement à Montréal
 - Outre ces régions, de nombreuses entreprises de location se retrouvent à Laval, dans le Bas-Saint-Laurent, et au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce qui témoigne d'une diversification géographique des besoins en location.

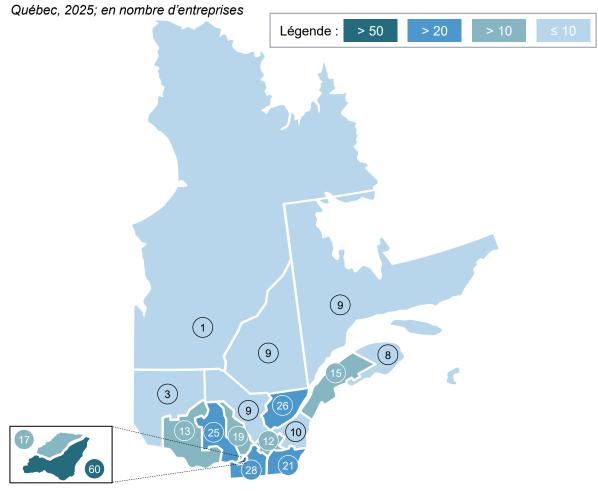
(1) La légende représente la densité d'entreprises par région, et les nombres sur la carte indiquent le nombre d'entreprises dans une région.

Notes : les entreprises de location de véhicules à proximité des aéroports ne sont pas représentées, car exclues. L'annexe 3 présente le nombre d'entreprises du réemploi par type de réemploi et par région.

L'annexe 4 présente une représentation cartographique détaillée des entreprises de réemploi appartenant au sous-secteur de la location

Sources : Dun & Bradstreet; Analyse Aviseo Conseil, 2025

Cartographie des entreprises de réemploi appartenant au soussecteur de la location¹



PORTRAIT DU RÉEMPLOI

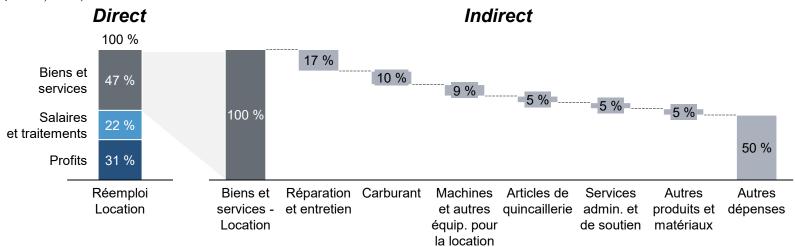
La réparation et l'entretien des biens loués représente un grand poste de dépenses

Ces entreprises doivent gérer l'usure de leurs équipements tout en garantissant des articles en bon état à leurs clients, ce qui explique l'importance des dépenses en réparation et entretien

- La part élevée des dépenses en carburant s'explique notamment par le remplissage des réservoirs des véhicules de location
- Les entreprises de location consacrent également une part importante de leurs dépenses à l'achat d'articles de quincaillerie, d'équipements électrique, et d'autres matériaux, utilisés pour l'entretien de leurs biens loués
- Les autres dépenses incluent notamment les frais d'assurance engagés par les entreprises pour couvrir les biens loués.

De plus, ces établissements allouent plus de 20 % de leurs dépenses à la rémunération de leurs employés, tandis que 31 % sont des profits.

Répartition des dépenses des entreprises appartenant au secteur de la location Québec. 2021: en %





éparation Location Commerce de détail

PORTRAIT DU RÉEMPLOI

Le commerce de détail d'occasion compte 1 957 entreprises actives au Québec, générant un chiffre d'affaires de plus de 600 M\$

Les détaillants de différents types de véhicules usagés¹ forment la catégorie de commerces la plus importante

- Ainsi, 577 établissements se spécialisent dans la vente de motocyclettes et autres véhicules, 220 dans la vente de véhicules récréatifs et 197 dans la vente de bateaux
- 296 entreprises sont des détaillants de marchandises d'occasion, dont l'unique activité est la vente d'articles usagés
- Les 667 autres commerces se concentrent principalement sur la vente d'articles de sport, ainsi que d'appareils électroniques et ménagers.

Les entreprises de commerce de détail d'occasion génèrent un chiffre d'affaires moyen de 0,3 M\$

- Les détaillants de marchandises d'occasion représentent la majeure partie de l'activité de ce secteur au Québec, générant 390 M\$ de chiffre d'affaires
- Leur chiffre d'affaires moyen s'élève à 1,3 M\$, le plus élevé parmi les établissements de commerce de détail d'occasion
- De plus, la part attribuable au réemploi des détaillants de différents types de véhicules usagés génère un chiffre d'affaires total de 213 M\$.

Au total, 1 270 personnes travaillent dans le secteur du commerce de détail d'occasion au Québec

- La grande majorité (70 %) travaille pour des détaillants de marchandises d'occasion, totalisant 894 employés
- Les détaillants de différents types de véhicules usagés, en excluant les automobiles d'occasion, comptent un total de 299 (24 %) employés
- Enfin, 78 (6 %) personnes travaillent au sein d'autres commerces de détail d'occasion.

Répartition des chiffres d'affaires des entreprises de réemploi selon le type de commerce

626,7 M\$ 389,7 M\$ 62 % 124,5 M\$ 100 % 53,7 M\$ 34.8 M\$ 23,9 M\$ Total Marchandises d'occasion Motocyclettes et autres Véhicules récréatifs Bateaux : Autres types de commerces Type de commerce véhicules automobiles 197 Nombre d'entreprises 1 957 296 577 220 667 320,2 1 316,6 215,8 244,2 176,7 35,9 C. d'affaires moyen (k\$) 75 55 Nombre d'emploi total 1 270 894 169 78

(1) N'inclut pas les véhicules automobiles.

Québec. 2025; en millions \$, en %

Sources: Dun & Bradstreet; Statistique Canada; Analyse Aviseo Conseil, 2025

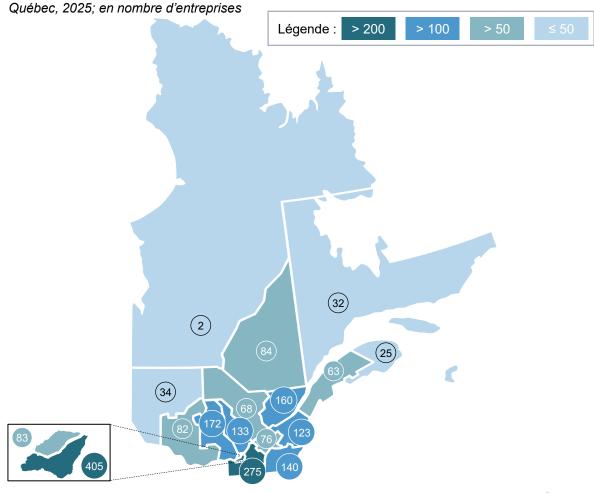
Le quart des entreprises de commerce de détail d'occasion sont situées dans la région de Montréal

Commerce de détail

Ces établissements sont toutefois présents dans chacune des 17 régions administratives du Québec

- Les détaillants de marchandises d'occasion sont majoritairement situés à Montréal, qui regroupe 29 % des établissements, suivie de la Montérégie et de la Capitale-Nationale, avec 11 % chacune
 - Cette concentration s'explique notamment par la densité de population et la forte demande pour les biens de seconde main dans ces régions urbaines et périurbaines.
- Les détaillants de différents types de véhicules usagés se retrouvent principalement en Montérégie (16 % des établissements), suivis par la région des Laurentides (10 % des établissements)
 - Cette répartition peut être liée à la disponibilité d'espaces commerciaux plus vastes en périphérie de la métropole, favorisant l'implantation de ce type de commerce.

Cartographie des entreprises de réemploi appartenant au soussecteur du commerce de détail¹



⁽¹⁾ La légende représente la densité d'entreprises par région, et les nombres sur la carte indiquent le nombre d'entreprises dans une région.

Sources: Dun & Bradstreet; Analyse Aviseo Conseil, 2025



Notes : l'annexe 3 présente le nombre d'entreprises du réemploi par type de réemploi et par région.

L'annexe 4 présente une représentation cartographique détaillée des entreprises de réemploi appartenant au sous-secteur du commerce de détail.

Réparation Location Commerce de détail

PORTRAIT DU RÉEMPLOI

Le secteur du commerce de détail dépense majoritairement en salaires et traitements

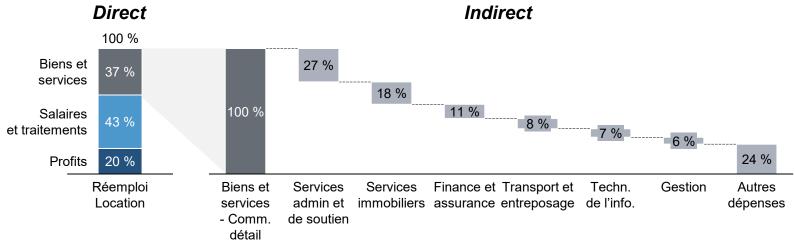
En moyenne, les établissements du commerce de détail consacrent environ 43 % de leurs dépenses à la rémunération de leurs employés, tandis que 20 % correspondent aux profits

 Ces établissements étant axés sur le service à la clientèle, une part importante de leurs dépenses est dédiée à la rémunération des employés.

De plus, leurs activités reposent largement sur des services administratifs, de soutien, immobiliers, financiers et d'assurances, ce qui explique que la majorité de leurs dépenses en biens et services soit consacrée à ces secteurs

- Le transport et l'entreposage des marchandises constituent également une part importante des dépenses, en raison des coûts liés à la manutention des biens vendus
- Les dépenses en technologies de l'information, notamment en publicité, occupent aussi une place significative.

Répartition des dépenses des entreprises appartenant au secteur du commerce de détail Québec, 2021; en %





Léparation Location Commerce de détail

PORTRAIT DU RÉEMPLOI

Il existe plus de 1 500 concessionnaires d'automobiles d'occasion au Québec

Les concessionnaires d'automobiles d'occasion sont présentés séparément des autres établissements de commerce de détail en raison de leur nombre relativement élevé, afin que leurs données ne masquent pas celles des autres entreprises de commerce de détail pratiquant également le réemploi.

Les concessionnaires d'automobiles d'occasion génèrent un chiffre d'affaires total de 3,7 G\$ au Québec, correspondant à un chiffre d'affaires moyen par établissement de 2,2 M\$

- Ainsi, en plus de compter un nombre élevé d'établissements, ceux-ci présentent un chiffre d'affaires moyen relativement élevé
- De plus, de nombreux concessionnaires d'automobiles vendent à la fois des véhicules neufs et usagés. Les données de ces concessionnaires correspondent donc à la part de leur activité liée au réemploi¹.

Un total de 5 219 personnes sont employées par des concessionnaires d'automobiles d'occasion au Québec.

Répartition des chiffres d'affaires des concessionnaires d'automobiles d'occasion Québec, 2025; en nombre, en millions \$

Nombre d'antreprises		Chiffre d'affaires moyen (M\$)	Nombre d'emploi total
1 638	3 683,0	2,2	5 219



PORTRAIT DU RÉEMPLOI

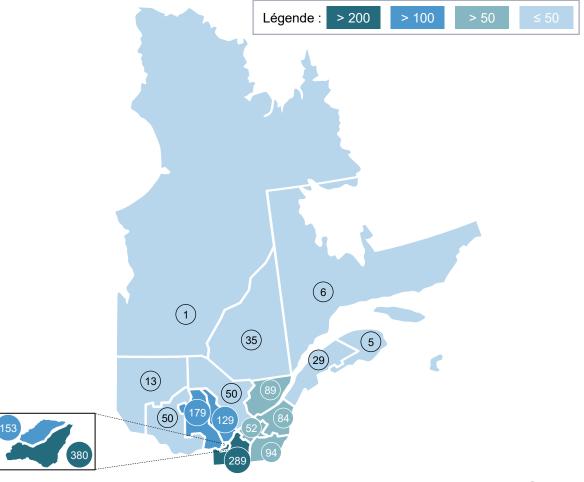
Les concessionnaires d'automobiles d'occasion sont concentrés dans les centres urbains du Québec

Commerce de détail

Ces établissements sont néanmoins présents dans toutes les régions administratives du Québec

- En effet, la répartition des concessionnaires d'automobiles d'occasion reflète celle de la population à travers ces régions
- La région administrative de Montréal regroupe la majorité (23 %) des établissements, suivie de la Montérégie avec 18 % et des Laurentides avec 11 %
- Cette concentration s'explique par la forte demande dans les régions densément peuplées, où l'offre de véhicules d'occasion est plus abondante et diversifiée
- À l'inverse, les régions moins peuplées comptent généralement moins de concessionnaires, mais ceux-ci peuvent desservir un territoire plus vaste.

Cartographie des concessionnaires d'automobiles d'occasion¹ Québec, 2025; en nombre d'entreprises



Sources: Dun & Bradstreet; Analyse Aviseo Conseil, 2025



⁽¹⁾ La légende représente la densité d'entreprises par région, et les nombres sur la carte indiquent le nombre d'entreprises dans une région.

Notes : l'annexe 3 présente le nombre d'entreprises du réemploi par type de réemploi et par région. L'annexe 4 présente une représentation cartographique détaillée des concessionnaires d'automobiles d'occasion.

PORTRAIT DU RÉEMPLOI

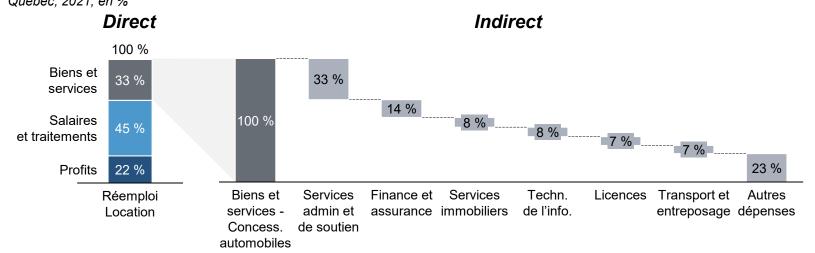
Les concessionnaires automobiles dépensent surtout en services administratifs et financiers

En moyenne, ces établissements consacrent environ 45 % de leurs dépenses à la rémunération de leurs employés, tandis que les profits correspondent à 22 %.

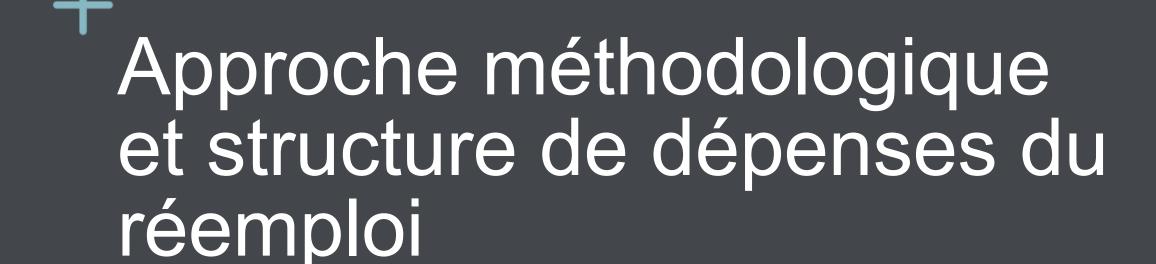
Le modèle d'affaires des concessionnaires automobiles influence directement la structure des dépenses de cette industrie

- Ainsi, les véhicules sont souvent acquis sous forme de contrats de financement avec les fabricants ou les distributeurs, ce qui explique la faible part des dépenses en achat de véhicules
- De plus, les concessionnaires automobiles externalisent de nombreux services administratifs et de soutien, ce qui explique pourquoi 33 % de leurs dépenses en biens et services sont alloués à ce poste
- Par ailleurs, 14 % des dépenses sont consacrées à la finance et à l'assurance, car ces concessionnaires collaborent avec des institutions financières pour proposer des prêts et des assurances à leurs clients.

Répartition des dépenses des concessionnaires d'automobiles d'occasion Québec. 2021: en %







Une approche séquencée et rigoureuse permettant de dégager les retombées

La présente étude mesure deux types d'impacts à l'aide de deux modèles différents :

- 1 les impacts économiques sont estimés avec le modèle interrégional d'Aviseo, et
- les impacts environnementaux sont modélisés avec le modèle OpenIO-Canada du Centre international de référence sur l'analyse du cycle de vie et la transition durable (CIRAIG)
- Afin de capter les impacts nets liés à l'industrie du réemploi, Aviseo a calculé la différence entre deux scénarios de modélisation, tant pour les impacts économiques qu'environnementaux
 - D'abord, les impacts de la totalité de l'industrie québécoise du réemploi ont été estimés pour ensuite estimer les impacts de dépenses équivalentes dans les secteurs du neuf
 - L'impact net du réemploi correspond ainsi à la différence représentant la substitution de l'achat d'un bien neuf par du réemploi, soit la réparation, la location ou l'achat d'un bien usagé
- Cette approche tient compte de la substitution entre les biens neufs et le réemploi, p. ex. qu'un individu consommant un bien usagé renonce à l'achat d'un bien neuf équivalent. On suppose que la différence de prix entre les biens neufs et usagés (les premiers sont souvent plus chers que les seconds) est dépensée par effet rebond.

Illustration de l'approche utilisée pour estimer les impacts nets du réemploi



Effet rebond

L'effet rebond se produit lorsque les gains d'efficacité énergétique entraînent une augmentation de la consommation totale d'énergie. Il existe deux types d'effet rebond :

- L'effet direct se manifeste lorsque les consommateurs utilisent plus un produit rendu plus efficace comme une voiture consommant moins de carburant incitant à conduire davantage.
- L'effet indirect, comme dans le cas du réemploi, survient lorsque les économies sont dépensées ailleurs, comme des économies d'énergie dans le chauffage permettent d'acheter d'autres biens nécessitant de l'énergie. Ainsi, alors que les biens usagés sont moins dispendieux que les biens neufs, les économies dégagées seront dépensées par les consommateurs dans d'autres biens. L'effet rebond justifie la rigueur de la modélisation dollar pour dollar entre les biens ou services du réemploi et leurs contreparties neufs.

L'estimation des impacts environnementaux est réalisée à l'aide d'un modèle de type *input-output* étendu à l'environnement

La modélisation des impacts environnementaux se base sur le modèle OpenIO-Canada v2.9, un modèle entrées-sorties (I-O) étendu à l'environnement développé par le CIRAIG, un centre de recherche regroupant notamment des experts de l'École Polytechnique de Montréal et de l'UQÀM

- Les modèles I-O étendus à l'environnement (EEIO) relient les transactions monétaires sectorielles aux impacts environnementaux
- Le modèle OpenIO-Canada est le premier modèle
 I-O étendu à l'environnement développé pour le
 Canada, fournissant des résultats à l'échelle des états fédérés.

Le modèle OpenIO-Canada combine l'utilisation de plusieurs sources de données publiques

- Les données économiques proviennent des données publiques du TRE publié par Statistique Canada
- Les données sur les émissions de GES et l'utilisation de l'eau proviennent des comptes de flux physiques de Statistique Canada, tandis que les autres types de polluants proviennent de l'Inventaire national des rejets de polluants (INRP)
- Le modèle est relié à la base de données mondiale Exiobase, permettant de modéliser les chaînes de valeur se déroulant en dehors du Canada.

L'estimation des impacts environnementaux vise à mesurer les répercussions sur l'environnement du secteur du réemploi, ainsi que les impacts des dépenses de même valeur dans les secteurs de biens neufs équivalents (les « chocs de dépenses »)

- Les chocs de dépenses ont été calibrés à partir des données de demande finale du TRE, qui permettent d'identifier la part des dépenses allouées aux biens usagés pour chaque catégorie de demande finale
- La modélisation permet donc de quantifier la contribution environnementale à l'échelle sectorielle à partir d'une approche basée sur la consommation de catégories de demande finale spécifiques.

Illustration de l'approche de modélisation pour l'estimation des impacts environnementaux

Estimation de la demande finale à modéliser

 Sélection des catégories de demande finale liées au réemploi, ainsi que des catégories de demande finale associées aux secteurs de biens neufs équivalents Construction des matrices d'intrants pour la simulation





Résultats du modèle

- Émissions de GES (kg CO₂ équivalent)
- Consommation d'eau (m³ monde équivalent)
- Qualité des écosystèmes (PDF¹ m² année)
- Etc.





Les impacts économiques sont mesurés à l'aide d'un modèle de type *input-output* régional

De la même façon que pour les impacts environnementaux, l'estimation des retombées économiques vise à mesurer les répercussions sur l'économie du secteur du réemploi, ainsi que les impacts des dépenses de même valeur dans les secteurs de biens neufs équivalents (les « chocs de dépenses »)

 Les chocs de dépenses ont été calibrés à partir des données de demande finale du TRE, qui permettent d'identifier la part des dépenses allouées aux biens usagés pour chaque catégorie de demande finale. Les retombées économiques directes et indirectes sont estimées à l'aide du modèle entrée-sortie, développé par Aviseo Conseil qui régionalise les retombées

- Le modèle interrégional d'Aviseo (modèle interrégional du Québec, ou IRQ) mesure l'effet de cascade des dépenses à partir de la structure économique à l'échelle du Québec afin de déterminer la distribution des effets indirects sur le territoire
- L'annexe 5 présente un schéma expliquant la distinction entre les impacts économiques directs et indirects.

À l'instar du modèle entrées-sorties de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le modèle interrégional d'Aviseo se base sur les TRE de Statistique Canada

- Le modèle a été développé par Aviseo et modélise notamment les échanges interrégionaux en tenant compte des distances entre les régions du Québec, de la capacité de production de chacune des régions, et de la demande interne régionale
- L'approche utilisée par Aviseo dans le développement du modèle respecte non seulement les bonnes pratiques, mais elle puise également dans les nouvelles avancées mathématiques et techniques en science économique.

Illustration de l'approche de modélisation pour l'estimation des impacts économiques

Estimation de la demande finale à modéliser

 Sélection des catégories de demande finale liées au réemploi, ainsi que des catégories de demande finale associées aux secteurs de biens neufs équivalents Construction des matrices d'intrants pour la simulation

Simulation du choc de dépenses

AVISEO
MODÈLE
I R Q

Effets directs

Effets indirects

Résultats du modèle

- Valeur ajoutée (PIB)

 (masse salariale, revenumixte brut, autres revenus bruts)
- Emplois (nombre, salaire moyen, productivité)



Aviseo

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET STRUCTURE DE DÉPENSES DU RÉEMPLOI

La construction des matrices de dépenses repose sur les données de Statistique Canada

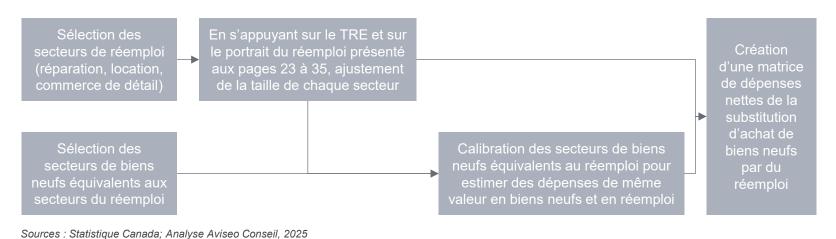
Le TRE, publié par Statistique Canada présente notamment les structures de production des différentes industries

- Le TRE fournit donc des informations sur le type et la quantité (en dollars) d'intrants (aussi nommés produits) utilisés par chaque industrie
- Le produit « autres biens de consommation d'occasion » permet d'estimer avec précision la part des dépenses des ménages québécois en biens usagés
- De plus, des catégories de dépense sont spécifiques à la location et la réparation.

La modélisation des impacts environnementaux et économiques du réemploi s'appuie donc sur des données rigoureuses

 Les chocs de dépenses modélisés constituent ainsi une représentation fidèle des dépenses des ménages québécois associées au réemploi.

Illustration de la démarche pour la construction des matrices de dépenses

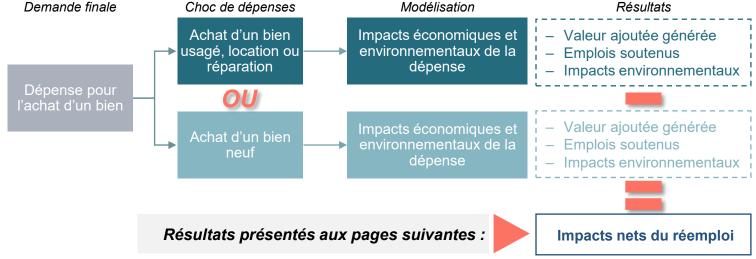


Impacts économiques, sociaux et environnementaux du réemploi

Des résultats présentés au net entre la substitution de la consommation d'un bien neuf et le réemploi (biens usagés, location ou réparation). Les impacts économiques et environnementaux du réemploi présentés dans ce rapport font référence aux impacts nets du réemploi, c'est-à-dire la différence entre les impacts du réemploi (achats de biens usagés, location ou réparation) et l'achat de biens neufs

- Le portrait du réemploi a permis d'estimer les revenus générés par les entreprises québécoises actives dans l'industrie du réemploi
 - Ces revenus proviennent des dépenses des ménages pour l'achat de différents produits usagés, pour la location ou la réparation
 - L'achat de produits par les utilisateurs finaux, ici les dépenses personnelles des ménages, est aussi appelé demande finale.
- Lorsqu'un utilisateur dépense pour l'achat de biens usagés, pour de la location ou de la réparation, celui-ci renonce à l'achat d'un bien neuf équivalent
 - Dans cette optique, les impacts économiques et environnementaux du réemploi impliquent l'absence d'impacts économiques et environnementaux de l'achat de biens neufs équivalents
 - En présentant la différence entre les deux impacts, les résultats tiennent compte des dépenses en biens neufs qui ne sont pas réalisées par les utilisateurs lorsqu'ils dépensent pour l'achat de biens usagés, pour de la location ou de la réparation.

Rappel du mécanisme de modélisation des impacts nets du réemploi





Les régions administratives peuvent être différenciées selon la structure économique

Trois dénominations de région ont été développées par l'ISQ¹

- Les régions ressources comprennent le Bas-Saint-Laurent, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
 - L'économie de ces régions est particulièrement tributaire de l'hydroélectricité et de l'extraction des ressources, lesquelles sont acheminées en majeure partie à l'extérieur du Québec.
- Les régions manufacturières regroupent le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Mauricie, l'Estrie, Chaudière-Appalaches, Lanaudière, les Laurentides, la Montérégie et le Centre-du-Québec
 - Avec 51 % de la population québécoise et 40 % du produit intérieur brut (PIB), ces régions constituent parfois un bassin de main-d'œuvre incontournable pour les régions urbaines étant donné leur proximité. Le secteur manufacturier occupe généralement une place importante dans ces régions.
- Les régions urbaines comprennent la Capitale-Nationale, Montréal, l'Outaouais et Laval
 - Elles se distinguent des autres régions par un faible pourcentage d'emplois dans le secteur primaire et une place prépondérante du secteur tertiaire dans la structure économique.

Étant donné leur structure économique différente, les blocs régionaux présentent des productivités distinctives

- La productivité du travail est l'indicateur de productivité le plus fréquemment utilisé et représente la valeur de ce qui est produit (PIB) par travailleur, ou par heure travaillée
- Les régions ressources ont une productivité 1,3 fois supérieure à la moyenne québécoise, témoignant de la forte valeur ajoutée par emploi de ces régions
- Les régions urbaines ont quant à elles une productivité 1,2 fois supérieure à la moyenne québécoise, alors que les régions manufacturières ont une productivité inférieure à la moyenne.

Productivité selon le bloc régional

Québec, 2019; en \$

Blocs régionaux	Productivité (2019)	Comparaison par rapport à la moyenne du Qc.
Ressource (R)	126 506 \$	X 1,3
Urbaine (U)	118 569 \$	X 1,2
Manufacturière (M)	78 257 \$	X 0,8
Ensemble du Québec	98 895 \$	-

Représentation cartographique des blocs régionaux Québec, 2025 Régions ressources Régions manufacturières Régions urbaines

Cinq impacts environnementaux principaux du réemploi sont présentés au sein du rapport

La modélisation des impacts environnementaux du réemploi permet d'analyser plus de 40 impacts distincts. À l'exception des déchets plastiques, qui représentent directement les tonnes de plastiques émises dans l'environnement, les impacts sont basés sur la méthode d'analyse du cycle de vie IMPACT World+ v2.1¹, et sont donc attribués aux consommateurs et non aux producteurs des biens.

Impact	Description de l'impact	Unité	Description de l'unité
Gaz à effet de serres (GES)	Émissions de GES. Indicateur de changements climatiques reposant sur les potentiels de réchauffement globaux à 100 ans (PRG100) du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).	kT ďéq. CO ₂	Kilotonne d'équivalent de dioxyde de carbone.
Déchets plastiques	Déchets plastiques et rebuts éliminés, de manière non contrôlée, et déchets plastiques envoyés à l'incinération ou à la gazéification, avec ou sans valorisation énergétique.	Tonnes	Tonnes de flux plastiques générés.
Consommation d'eau	Indicateur de consommation d'eau tenant compte de la rareté de l'eau dans le lieu où l'eau a été consommée. La rareté de l'eau survient lorsque la demande en eau dépasse les ressources disponibles, compromettant les besoins des humains et des écosystèmes.	Millions de m.cu. éq. mond.	Mètre cube équivalent mondial : consommation d'eau évaluée dans un lieu moyen à l'échelle mondiale.
Destruction de la couche d'ozone	Le trichlorofluorométhane est un gaz nocif pour la couche d'ozone. Lorsqu'il est émis dans l'atmosphère, il contribue à la destruction de la couche d'ozone en brisant les molécules d'ozone, qui se transforment alors en oxygène. Cette dégradation entraîne une augmentation des rayons ultraviolets atteignant la surface de la Terre.	kg d'éq. CFC-11	Kilogramme d'équivalent de trichlorofluorométhane (aussi appelé Freon11 ou R-11).
Substances cancérigènes	Impact toxique des substances cancérigènes, c'est-à-dire les effets nocifs des substances chimiques rejetées dans l'environnement sur la santé humaine.	Millièmes de CTUh	Unités toxiques comparatives (« Comparative toxic units », CTUh).

Note : D'autres impacts environnementaux ont été calculés, mais ne sont pas présentés dans ce rapport par manque d'espace. Ils ont toutefois été transmis à RECYC-QUÉBEC dans un fichier distinct.

Sources : Bulle et al. (2017); GIEC (2018); Allen et al. (2018); CIRAIG (2022); openLCA (2024); Analyse Aviseo Conseil, 2025

Le recours au réemploi génère une valeur ajoutée nette directe et indirecte de plus de 200 M\$ au Québec et soutient 1 147 emplois

Sommaire des retombées économiques du réemploi¹

Québec, 2025; en millions \$, en ETC²

	Valeur ajoutée (M\$)					Emplois (ETC²)				
	Directe	Indirecte	Totale	Induite	Totale et induite	Directs	Indirects	Totaux	Induits	Totaux et induits
Réparation	65,7	-16,7	49,0	8,4	57,4	618	-198	421	121	541
Location	60,2	-3,2	56,9	0,8	57,7	-236	-27	-263	11	-252
Commerce de détail (excluant les véhicules automobiles d'occasion)	147,7	-50,8	96,9	20,0	116,9	1 552	-562	990	288	1 277
Total	273,6	-70,7	202,9	29,2	232,1	1 935	-788	1 147	420	1 567

Les pages suivantes présentent en détail les retombées économiques et environnementales du secteur du réemploi au Québec pour 2024. Les retombées seront ensuite présentées pour chaque région du Québec.

⁽¹⁾ L'arrondissement des nombres peut expliquer l'écart entre la somme des éléments et le total présenté.

⁽²⁾ Emplois en équivalent temps complet.

Le réemploi permet d'éviter des impacts environnementaux substantiels, dont 226,1 kT d'éq. CO₂

Sommaire des retombées environnementales du réemploi

Québec, 2025; unités spécifiées

	GES (kT d'éq. CO₂)	Déchets plastiques (tonnes)	Consommation d'eau (millions de m.cu. éq. mond.)	Destruction de la couche d'ozone (kg d'éq. CFC-11)	Substances cancérigènes (millièmes de CTUh)
Réparation	-41,9	-1 067,9	-22,5	-7,9	-638,8
Location	-66,0	-1 727,9	-28,2	-8,4	-941,9
Commerce de détail (excluant les véhicules automobiles d'occasion)	-118,2	-1 985,7	-70,1	-15,7	-1 140,7
Total	-226,1	-4 781,4	-120,8	-32,0	-2 721,5

Les pages suivantes présentent en détail les retombées économiques et environnementales du secteur du réemploi au Québec pour 2025. Les retombées seront ensuite présentées pour chaque région du Québec.

La réparation, en substitution à l'achat de biens neufs, génère près de 50 M\$ en valeur ajoutée directe et indirecte au Québec

Une somme de 65,7 M\$ est générée en valeur ajoutée directe

- Ceci s'explique notamment par le fait que les entreprises de réparation sont en moyenne plus profitables que les entreprises dédiées à la vente de biens neufs équivalents
 - Les excédents bruts d'exploitation des entreprises constituent une composante de la valeur ajoutée, correspondant aux profits (ou bénéfices) réalisés avant impôts, intérêts et amortissements.
- De plus, les dépenses en services de réparation, contrairement à l'achat de biens neufs équivalents, sont majoritairement effectuées au Québec, impliquant une réduction des fuites économiques.

Répartition de la valeur ajoutée générée par la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; en M\$
65,7 M\$
-16,7 M\$

Directe Indirecte Directe et indirecte

En contrepartie, cette substitution entraîne une baisse de la valeur ajoutée indirecte de 16,7 M\$

- Les effets indirects sur les différents fournisseurs des entreprises de réparation sont donc plus faibles que les effets indirects sur les fournisseurs des entreprises vendant des biens neufs équivalents
- La réduction de la valeur ajoutée indirecte se trouve principalement dans les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport, soit les secteurs où les entreprises de biens neufs s'approvisionnent le plus.

L'estimation du PIB est notamment obtenue par la somme des valeurs ajoutées, c'est-à-dire la rémunération des facteurs de production, soit :

- Les salaires et traitements avant impôt, aussi appelé rémunération du travail
- Les excédents bruts d'exploitation des entreprises, aussi appelés rémunération du capital

Les dépenses des ménages se traduisent en revenus pour les entreprises québécoises, qui dépensent à leur tour en intrants pour mener leurs activités : ces effets dits sur les « premiers fournisseurs » désignent les effets directs.

Les dépenses des premiers fournisseurs pour l'achat d'intrants auprès d'autres fournisseurs désignent les effets indirects.



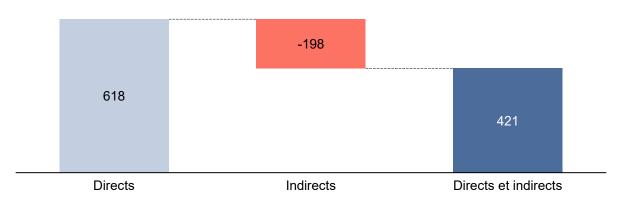
Plus de 400 emplois (équivalent temps complet) nets sont soutenus par la réparation

Cette substitution soutient 618 emplois directs au Québec

- Le nombre élevé d'emplois directs soutenus découle du fait que les dépenses en services de réparation, contrairement à l'achat de biens neufs équivalents, sont majoritairement effectuées au Québec, impliquant de faibles fuites économiques
 - L'achat de biens neufs nécessite davantage d'importations, qui ne se traduisent pas en impacts économiques au Québec.
- La substitution de l'achat de biens neufs par de la réparation entraîne une perte de 198 emplois indirects.

Répartition des emplois soutenus par la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; en ETC

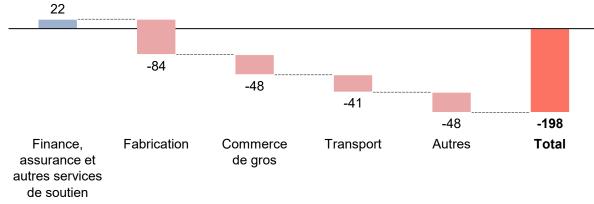


Les gains d'emplois indirects se concentrent principalement dans le secteur de la finance, de l'assurance, et des autres services de soutien aux entreprises

- Ce sont dans ces secteurs que les entreprises de réparation effectuent la majorité de leurs dépenses
- La baisse des emplois indirects survient quant à elle principalement dans le secteur de la fabrication, du commerce de gros et du transport
 - Les entreprises spécialisées dans la vente de biens neufs équivalents aux biens réparés réalisent la plupart de leurs dépenses auprès de fournisseurs œuvrant dans ces secteurs.

Répartition des emplois indirects soutenus selon le secteur d'impact¹

Québec, 2025; en ETC





Réparation

IMPACTS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DU RÉEMPLOI

Les régions urbaines et manufacturières bénéficient le plus de la substitution entre l'achat de biens neufs et réparation

À l'inverse, les baisses de retombées économiques sont uniquement observées dans les régions ressources (R)

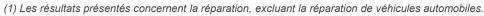
- Les emplois potentiellement non soutenus par la substitution de biens de détail neufs par la réparation de biens usagés sont donc probablement des emplois à forte valeur ajoutée
 - Ces réductions s'observent toutefois dans des régions où le nombre d'entreprises actives dans le réemploi est limité, réduisant les possibilités de substitution d'emplois.
- En effet, les régions ressources présentent une productivité moyenne 1,3 fois supérieure à la productivité moyenne de l'ensemble du Québec.

À Montréal, la réparation, en substitution à l'achat de biens neufs, génère 16,1 M\$ en valeur ajoutée et soutient 143 emplois

- La Montérégie, la Capitale-Nationale, et les Laurentides affichent également des gains notables, avec plus de 30 emplois soutenus et une création de valeur ajoutée excédant 3,0 M\$ dans chacune d'elles
- En revanche, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec présentent une baisse de la valeur ajoutée et des emplois soutenus.

Répartition régionale de la valeur ajoutée et des emplois soutenus¹





⁽²⁾ Les blocs régionaux sont déterminés par l'ISQ selon la structure économique des régions. Note : les résultats présentés ci-dessus sont les impacts directs et indirects Sources: RECYC-QUÉBEC; Dun & Bradstreet; Statistique Canada; ISQ; Analyse Aviseo Conseil, 2025



Réparation Location Commerce de détai

IMPACTS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DU RÉEMPLOI

La réparation permet d'éviter des impacts environnementaux considérables

La prolongation de la durée de vie des biens, permettant de ne pas acheter de biens neufs, permet d'éviter les émissions de **41,9 kt d'éq. CO₂** au Québec, soit environ 2 % des émissions totales des secteurs de biens neufs équivalents à la réparation

- À cela s'ajoute à une réduction estimée à 1,1 kilotonne de déchets plastiques, rendue possible par la réparation plutôt que l'achat de biens neufs
- Par ailleurs, 22,5 millions de m.cu. éq. mondiaux d'eau sont préservés grâce à cette substitution
- Cela permet également d'éviter l'émission de 7,9 kg d'éq. CFC-11, un gaz contribuant à la destruction de la couche d'ozone
- Finalement, les émissions de 638,8 millièmes de CTUh de substances cancérigènes sont évitées, réduisant les risques pour la santé humaine
 - Ceci correspond à un gain de 4,5 années de vie en bonne santé (disability-adjusted life year, « DALY ») à l'échelle mondiale
 - Autrement dit, la réparation engendre une hausse de 4,5 années de vie en bonne santé comparativement à l'achat de biens neufs équivalents en raison des émissions de substances cancérigènes évitées.

Impacts environnementaux détaillés de la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; unités spécifiées

GES (kT d'éq. CO₂)	Déchets plastiques (tonnes)	Consommation d'eau (millions de m.cu. éq. mond.)	Destruction de la couche d'ozone (kg d'éq. CFC-11)	Substances cancérigènes (Millièmes de CTUh)
-41,9	-1 067,9	-22,5	-7,9	-638,8

(1) Les résultats présentés concernent la réparation, excluant la réparation de véhicules automobiles. Note : la page 43 présente le détail des unités relatives aux impacts environnementaux. Sources : RECYC-QUÉBEC; Dun & Bradstreet; Statistique Canada; Analyse Aviseo Conseil, 2025



La substitution de l'achat de biens neufs par la location génère une valeur ajoutée directe nette de 60,2 M\$

Les dépenses en services de location, contrairement à l'achat de biens neufs équivalents, sont majoritairement effectuées au Québec

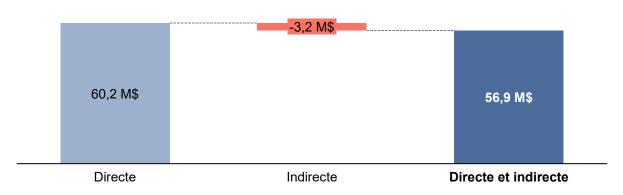
- Ceci implique donc une réduction des fuites économiques et une valeur ajoutée directe positive, puisque l'achat de biens neufs signifie davantage d'importations, qui ne se traduisent pas en impacts économiques au Québec
- Cette substitution entraîne toutefois une baisse de la valeur ajoutée indirecte de 3,2 M\$, indiquant que les effets indirects sur les différents fournisseurs des entreprises de location sont légèrement inférieurs à ceux sur les fournisseurs des entreprises vendant des biens neufs équivalents.

Les impacts sur la valeur ajoutée indirecte ne sont pas répartis uniformément au travers des différents secteurs

- Les services financiers, d'assurances, et les autres services de soutien, soit les principaux fournisseurs des entreprises de location, profitent de la valeur ajoutée indirecte de la location
- En revanche, les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du transport, les principaux fournisseurs des entreprises spécialisées dans la vente de biens neufs équivalents, enregistrent quant à eux une baisse de la valeur ajoutée indirecte soutenue.

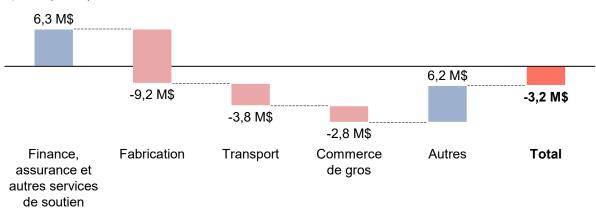
Répartition de la valeur ajoutée générée par la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; en M\$



Répartition de la valeur ajoutée indirecte générée selon le secteur d'impact¹

Québec, 2025; en M\$





Au net, la substitution de l'achat de biens neufs par la location entraîne une réduction du nombre d'emplois soutenus

La location d'articles ménagers, en substitution à l'achat de biens neufs, soutient 120 emplois directs au Québec

- La part des dépenses consacrées aux salaires et traitements est particulièrement faible dans les entreprises de location de véhicules par rapport à celles spécialisées dans la vente de voitures neuves
 - Cela entraîne une réduction de 356 emplois directs soutenus.

- Les entreprises de location effectuent la majorité de leurs dépenses dans ces secteurs

de l'assurance, et des autres services de soutien aux entreprises

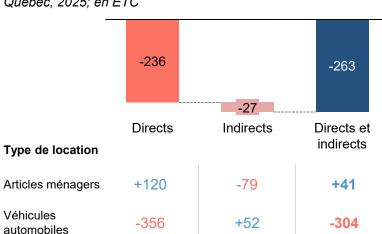
- Le secteur de la réparation enregistre également une croissance du nombre d'emplois indirects soutenus, portés par la location d'articles ménagers qui nécessite des dépenses subséquentes en réparation.
- La baisse des emplois indirects soutenus est quant à elle principalement dans le secteur de la fabrication, du commerce de gros et du transport

La croissance des emplois indirects soutenus est principalement dans le secteur de la finance,

- La réduction des emplois indirects soutenus observée dans le secteur de la fabrication provient notamment d'entreprises québécoises actives dans la chaîne de valeur de la fabrication de véhicules.

Répartition des emplois soutenus par la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; en ETC



Répartition des emplois indirects soutenus selon le secteur d'impact¹ Québec, 2025; en ETC

-88

Une valeur ajoutée à la hausse, mais des emplois à la baisse Lorsque des biens neufs, souvent importés ou associés à des salaires élevés, sont remplacés par des services de location, ils le sont par des activités reposant sur des salaires plus faibles et sur des profits tirés de l'amortissement du capital. Cette substitution du travail par du capital entraîne une augmentation de la 36 valeur ajoutée, mais s'accompagne d'une baisse du nombre d'emplois soutenus. 60

Réparation Fabrication Finance. assurance et autres services

de soutien

Transport

-38

Commerce de gros

Autres

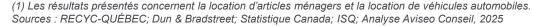
28

Total

-27

(Aviseo





-25

La location en substitution de l'achat de biens neufs génère une valeur ajoutée positive dans l'ensemble des régions du Québec

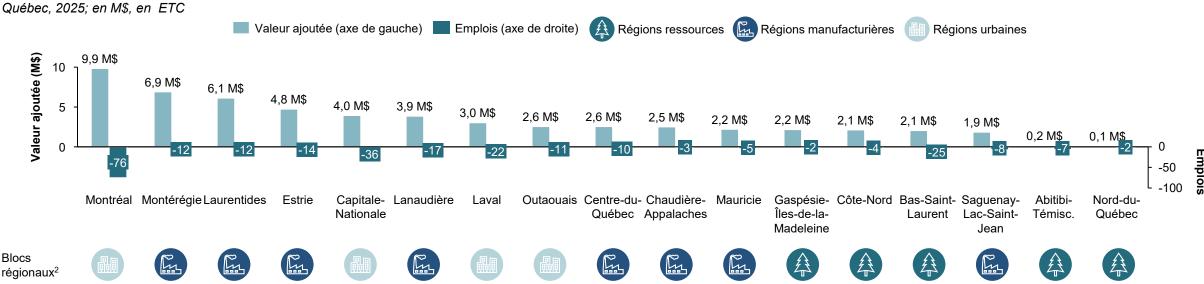
Ce sont les régions urbaines (U) et manufacturières (M) qui bénéficient le plus de la valeur ajoutée générée par la location.

Une baisse du nombre d'emplois soutenus est cependant observée dans l'ensemble des régions

 Cette baisse est portée par la location de véhicules automobiles, qui soutient un plus faible nombre d'emplois que l'achat de véhicules neufs équivalents. À Montréal, la location génère 9,9 M\$ en valeur ajoutée nette, mais entraîne le soutien de 76 emplois de moins que l'achat de biens neufs équivalents

- La Montérégie, les Laurentides, l'Estrie et la Capitale-Nationale affichent également des gains importants, une création de valeur ajoutée dépassant les 4,0 M\$
- En revanche, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec présentent une faible hausse de la valeur ajoutée générée.

Répartition régionale de la valeur ajoutée et des emplois soutenus¹





⁽²⁾ Les blocs régionaux sont déterminés par l'ISQ selon la structure économique des régions. Note : les résultats présentés ci-dessus sont les impacts directs et indirects Sources : RECYC-QUÉBEC; Dun & Bradstreet; Statistique Canada; ISQ; Analyse Aviseo Conseil, 2025



Location Commerce de

IMPACTS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DU RÉEMPLOI

La location, en particulier la location d'articles ménagers, permet d'éviter des impacts environnementaux notables

Ce secteur du réemploi permet d'éviter les émissions de 66,0 kt d'éq. CO_2 au Québec, correspondant à environ 2 % des émissions totales des secteurs de biens neufs équivalents à la location

- Elle entraîne une diminution de plus de 1,2 kilotonne de déchets plastiques
- Cette substitution contribue à la préservation de 23,9 m.cu. éq. d'eau à l'échelle mondiale
- Elle permet aussi d'éviter l'émission de 7,5 kg d'éq. CFC-11, réduisant l'impact sur la couche d'ozone
- Enfin, elle évite l'émission de 754,7 millièmes de CTUh de substances cancérigènes, réduisant ainsi les risques pour la santé humaine
 - Ces émissions évitées correspondent à un gain de 6,2 années de vie en bonne santé (DALY) à l'échelle mondiale.

Le secteur de la location de véhicules automobiles attribuable au réemploi est de moindre importance que la location d'articles personnels et ménagers, expliquant les impacts environnementaux plus faibles du premier secteur

- La substitution de l'achat de véhicules automobiles neufs par de la location permet tout de même d'éviter les émissions de 11,4 kt d'éq. CO₂ et la génération de 456,8 tonnes de déchets plastiques
- Cela contribue également à la préservation de 4,3 m.cu. éq. d'eau, en plus d'éviter l'émission de 0,9 kg d'éq. CFC-11 et de 941,9 millièmes de CTUh de substances cancérigènes.

Impacts environnementaux détaillés de la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; unités spécifiées Destruction de la couche Impact **GES** Déchets plastiques Consommation d'eau d'ozone Substances cancérigènes Secteur kT d'éq. CO2 kg d'ég. CFC-11 Millions de m.cu. éa. mond. Millièmes de CTUh Tonnes Location d'articles -23.9 -7.5 -54.6 -1 271.1 -754.7personnels et ménagers Location de -187.2 -11.4 -456.8 -4.3 -0.9 véhicules automobiles -66.0 -1 727.9 -28.2 **Total** -8.4 -941.9



Des bénéfices économiques de 97 M\$ découlent de la substitution de biens neufs par des biens usagés

Cette substitution génère une valeur ajoutée directe nette de 147,7 M\$ au Québec

 La valeur ajoutée directe fortement positive s'explique notamment par une part plus importante des dépenses consacrées aux salaires et traitements dans l'industrie du réemploi.

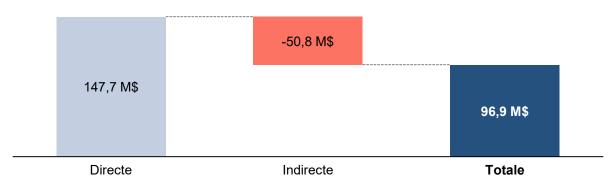
La substitution de l'achat de biens neufs par des biens usagés entraîne cependant une réduction de la valeur ajoutée indirecte de 50,8 M\$

 Les effets indirects sur les différents fournisseurs des entreprises de commerce de détail sont plus importants dans l'industrie du neuf que dans celle du réemploi, se traduisant par une valeur ajoutée indirecte nette négative. Bien que globalement, la substitution de biens neufs par des biens usagés entraîne une valeur ajoutée indirecte nette négative, celle-ci n'est pas répartie uniformément entre les secteurs

- Une valeur ajoutée indirecte positive est générée chez les entreprises spécialisées dans les services immobiliers, financiers et d'assurance, qui constituent les principaux fournisseurs des entreprises de biens de détail d'occasion
- En revanche, le secteur de la fabrication, du commerce de gros et du transport, principaux fournisseurs des entreprises de commerce de détail neuf, enregistre une perte de valeur ajoutée indirecte.

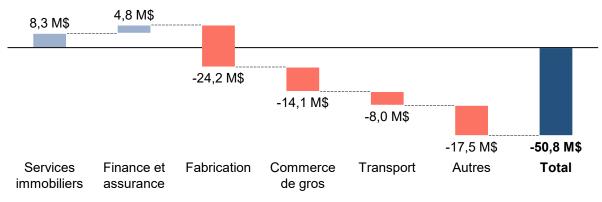
Répartition de la valeur ajoutée générée par la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; en M\$



Répartition de la valeur ajoutée indirecte générée selon le secteur d'impact¹

Québec, 2025; en M\$





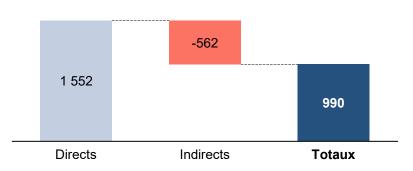
La substitution de biens de détail neufs par des biens usagés soutient 990 emplois supplémentaires

1 552 emplois directs sont soutenus par cette substitution

- Ce nombre élevé s'explique par le fait que les entreprises du réemploi sont plus intensives en maind'œuvre que les secteurs des biens neufs similaires
- La baisse d'emplois indirects signifie que l'achat de biens de détail usagés en substitution à l'achat de biens neufs soutient 562 emplois indirects de moins
 - Il ne s'agit donc pas d'une réduction du nombre d'emplois, mais d'une baisse d'emplois soutenus attribuables à ces secteurs.

Répartition des emplois soutenus par la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹

Québec, 2025; en ETC, en %



Les gains d'emplois indirects sont principalement au sein des services immobiliers, financiers et d'assurance

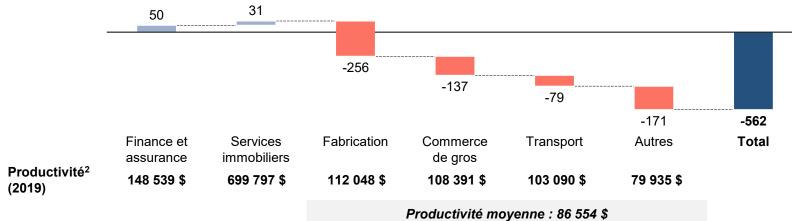
 Il s'agit des secteurs dans lesquels les entreprises de commerce de détail usagé réalisent la plupart de leurs dépenses

Commerce de détail

 La baisse des emplois indirects soutenus se retrouve quant à elle majoritairement dans le secteur de la fabrication, du commerce de gros et du transport. En moyenne, les secteurs enregistrant une hausse du nombre d'emplois indirects soutenus présentent une productivité (PIB par emploi) supérieure aux secteurs présentant une baisse d'emplois indirects soutenus

- Les hausses d'emplois soutenus se concentrent dans des secteurs où la productivité moyenne est estimée à 148 539 \$ et 699 797 \$
- À l'inverse, les baisses d'emplois soutenus surviennent dans des secteurs dont la productivité moyenne est de 86 554 \$.

Répartition des emplois indirects soutenus selon le secteur d'impact¹ Québec. 2025: en ETC



⁽¹⁾ Les résultats présentés concernent le commerce de détail à l'exception des véhicules automobiles d'occasion.



⁽²⁾ Estimation sectorielle basée sur des données de Statistique Canada et de l'ISQ.

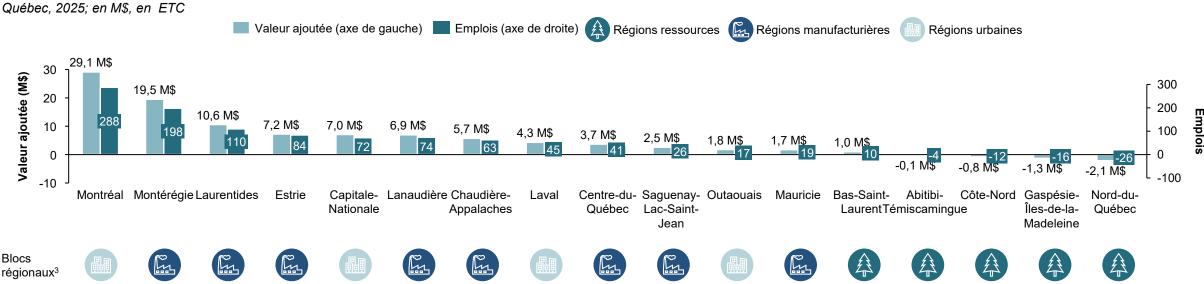
La plupart des régions administratives bénéficient de la substitution de biens de détail neufs par des biens usagés

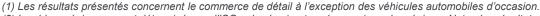
Les pertes économiques sont uniquement observées dans les régions ressources, alors que les régions urbaines et mêmes manufacturières enregistrent toutes des gains de valeur ajoutée et d'emplois

 Puisque la productivité des régions ressources est 1,3 fois supérieure à la moyenne québécoise, il est probable que la baisse des emplois soutenus par la substitution de biens de détail neufs par des biens usagés survienne dans des secteurs à forte valeur ajoutée. À Montréal, la substitution d'articles neufs par leur contrepartie usagée génère 29,1 M\$ en valeur ajoutée et soutient 288 emplois

- La Montérégie, les Laurentides, l'Estrie, la Capitale-Nationale, Lanaudière et Chaudière-Appalaches affichent également des gains notables, avec plus de 50 emplois soutenus et une création de valeur ajoutée excédant 5 M\$ dans chacune d'elles
- En revanche, la Côte-Nord, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et le Nord-du-Québec enregistrent une baisse de la valeur ajoutée et des emplois soutenus.

Répartition régionale de la valeur ajoutée et des emplois soutenus¹





⁽²⁾ Les blocs régionaux sont déterminés par l'ISQ selon la structure économique des régions. Note : les résultats présentés ci-dessus sont les impacts directs et indirects. Sources : RECYC-QUÉBEC; Dun & Bradstreet; Statistique Canada; ISQ; Analyse Aviseo Conseil, 2025



paration Location Commerce de détail

IMPACTS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DU RÉEMPLOI

Les impacts environnementaux évités en raison du réemploi se manifestent principalement par les vêtements et les biens de loisirs

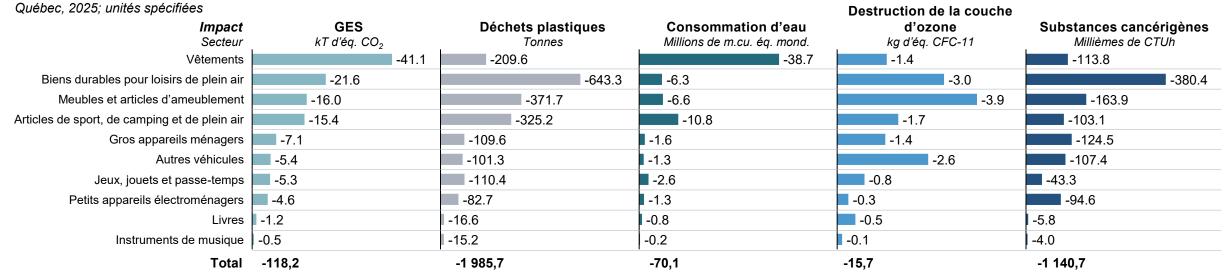
C'est également dans ces secteurs que se concentre la plus grande part de l'activité du commerce de détail d'occasion

- La substitution de vêtements neufs par des vêtements usagés permet d'éviter des émissions de GES estimées à 41,1 kT d'éq. de CO₂ (2 % des émissions), ainsi que la consommation de 38,7 millions de m.cu. éq. mondiaux d'eau
- De même, la consommation de biens de loisirs d'occasion en remplacement de leurs équivalents neufs évite la génération de 643,3 tonnes de déchets plastiques, ainsi que l'émission de 380,4 millièmes de CTUh de substances cancérigènes
 - Ces émissions évitées permettent d'éviter la perte de 2,2 années de vie en bonne santé (DALY) à l'échelle mondiale.

Au total, au Québec, il est estimé que la substitution d'articles de détail neufs par des biens usagés permet d'éviter des émissions de GES s'élevant à 118,2 kT d'éq. de CO₂

- À titre comparatif, la consommation de l'ensemble des biens de détail (neufs et usagés) génère 6 748,3 kT d'éq. de CO₂, soit une réduction de 1,75 %
- Cette substitution permet également d'éviter la génération de 1 985,7 tonnes de déchets plastiques, la consommation de 70,1 millions de m.cu. éq. mondiaux d'eau, l'émission de 15,7 kg CFC-11 éq., et la génération de 1 140,7 millièmes de CTUh de substances cancérigènes.

Impacts environnementaux détaillés de la substitution de la consommation de biens neufs par du réemploi¹



(1) Les résultats présentés concernent le commerce de détail à l'exception des véhicules automobiles d'occasion. Note : la page 43 présente le détail des unités relatives aux impacts environnementaux.

Sources : RECYC-QUÉBEC; Dun & Bradstreet; Statistique Canada; Analyse Aviseo Conseil, 2025



Le secteur des véhicules d'occasion contribue également aux impacts

Les impacts environnementaux évités par l'achat de véhicules d'occasion en substitution aux véhicules neufs sont potentiellement substantiels, mais présentent une grande variabilité

- D'une part, certains véhicules d'occasion vendus par des concessionnaires sont presque neufs. Ainsi, une part plus ou moins importante des impacts environnementaux liés à leur fabrication devrait leur être attribuée dans un principe comptable
- D'autre part, le nombre total de véhicules particuliers d'occasion vendus chaque année au Québec est largement supérieur au nombre total de véhicules particuliers neufs, alors que leur prix de vente unitaire est généralement inférieur
 - Ainsi, malgré un impact environnemental unitaire potentiellement moindre, l'ensemble du secteur des véhicules d'occasion est susceptible de générer des impacts environnementaux significatifs en raison de son ampleur.

Seule une appréciation qualitative des impacts économiques et environnementaux de la vente de véhicules d'occasion, en substitution aux véhicules neufs, est présentée, en raison de particularités du secteur

- Puisque l'ensemble des voitures neuves sont fabriquées à l'extérieur du Québec, si un véhicule usagé est préféré, cela n'engendre pas de réduction significative des retombées économiques locales
 - Ceci implique toutefois une réduction des fuites économiques, et une valeur ajoutée potentiellement positive, puisque l'achat des voitures neuves implique davantage d'importations, qui ne se traduisent pas en impacts économiques au Québec.
- Par ailleurs, le marché des véhicules d'occasion constitue un marché à part entière
 - Les véhicules qui y sont vendus sont généralement en bon état, et leur achat ne vise pas, dans la plupart des cas, à éviter leur mise au rebut.

Plusieurs raisons expliquent la présentation de résultats qualitatifs concernant les véhicules d'occasion

- De nombreux concessionnaires vendent à la fois des véhicules neufs et d'occasion, ce qui complique la distinction entre les emplois soutenus et la valeur ajoutée attribuable à chacune de ces activités
- Une estimation précise des impacts économiques et environnementaux liés à la vente de véhicules d'occasion en substitution à des véhicules neufs nécessiterait des ajustements de modélisation qui dépassent le cadre du mandat. Par ailleurs, les divergences méthodologiques compromettraient la comparabilité des résultats avec ceux des autres secteurs.

Caractérisation de la valeur ajoutée indirecte générée selon le secteur d'impact

Services immobiliers	Finance et assurance	Transport	Fabrication	Commerce de gros	Autres secteurs	Total
Positif	Positif	Positif	Négatif	Négatif	Positif	Positif

Des effets induits s'ajoutent aux effets directs et indirects, bien qu'ils soient difficilement quantifiables

Grâce à leur salaire, les travailleurs soutenus par les retombées directes et indirectes appuient l'économie locale en dépensant notamment dans les commerces de proximité et les restaurants, ce qui génère des retombées économiques induites

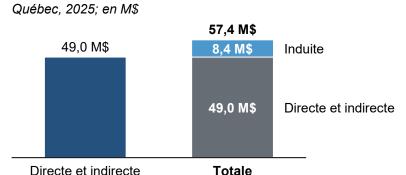
 Ces effets de cascade résultants des dépenses de consommation des emplois soutenus par les activités des entreprises et de leurs fournisseurs soutiennent à leur tour des emplois, dénommés emplois induits. Il est toutefois difficile de capter les effets induits avec précision lors de l'analyse de la substitution de biens neufs par du réemploi

- Dans le cas du commerce de détail d'occasion en substitution au commerce de détail neuf, les emplois directs et indirects soutenus sont généralement substituables, ce qui peut impliquer une réduction de la valeur induite par ce secteur
- De plus, les emplois perdus lors de la substitution de biens neufs par du réemploi perçoivent l'assurance-emploi, qui leur permettent de maintenir un certain niveau de consommation, même si celuici n'est pas entier.

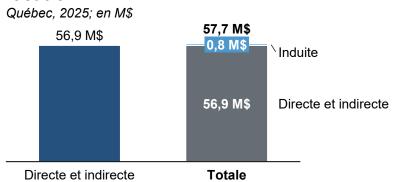
Aviseo a tout de même estimé la valeur ajoutée induite générée par les trois grandes catégories de réemploi

- La réparation, en substitution à la vente de biens neufs équivalents, génère une valeur ajoutée induite de 8.4 M\$
- 0,8 M\$ en valeur ajoutée induite s'ajoutent aux valeurs directes et indirectes générées par la location
 - Il est estimé que la location soutient un plus faible nombre d'emplois que la vente de biens neufs équivalents, ce qui explique notamment le faible montant de valeur ajoutée induite.
- Les effets induits soutenus par le commerce de détail d'occasion s'élèvent à 20,0 M\$.

Valeur ajoutée induite soutenue par la réparation

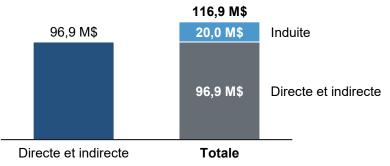


Valeur ajoutée induite soutenue par la location



Valeur ajoutée induite soutenue par le commerce de détail d'occasion

Québec, 2025; en M\$



Le gouvernement devrait prioriser le soutien du réemploi dans les secteurs à fort potentiel

Certains secteurs, tels que le commerce de **vêtements** et de **petits appareils électroménagers** d'occasion, présentent un important potentiel environnemental et économique en faveur du réemploi

- C'est dans ces secteurs que les gains environnementaux du réemploi sont les plus importants, tout en minimisant les pertes économiques associées
- Ainsi, pour une même hausse de l'activité du réemploi de 100 M\$ dans tous les secteurs étudiés, les secteurs du commerce de vêtements et de petits appareils électroménagers d'occasion contribuent respectivement à 16 % et 15 % des émissions de GES évités, et à 30 % et 9 % de la consommation d'eau évitée.

La valeur ajoutée « détruite » correspond à la valeur ajoutée qui n'est pas générée lorsque des biens neufs ne sont pas consommés, car remplacés par du réemploi

- En parallèle, l'évaluation des impacts environnementaux évités grâce à cette substitution permet d'identifier les secteurs les plus efficaces en matière de réduction d'impacts
- Un secteur qui engendre peu de pertes économiques tout en permettant d'éviter des impacts environnementaux significatifs se distingue alors comme un secteur stratégique pour lequel le réemploi présente un fort potentiel.

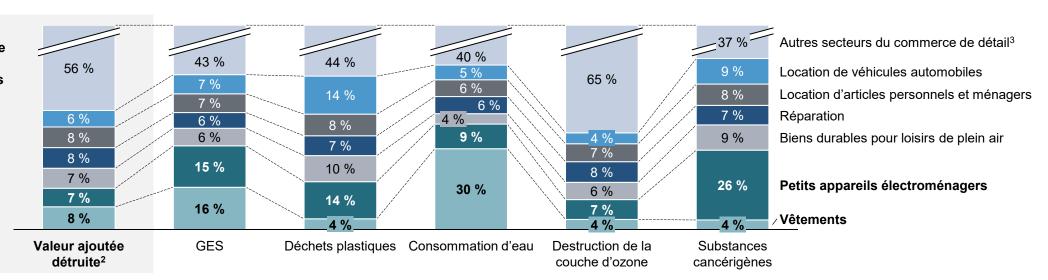
Contribution des secteurs à la valeur ajoutée non réalisée et à certains indicateurs d'impact environnemental¹

Québec, 2025; en %

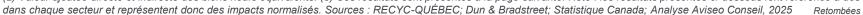
ci-contre considèrent une hausse de production identique de 100 M\$ dans chaque secteur.

Elles illustrent ainsi la contribution relative de chaque secteur à la réduction des impacts environnementaux, pour une même dépense en biens usagés, sans tenir compte de la part actuelle du réemploi dans ces secteurs.

Les données présentées



 ⁽¹⁾ Les résultats présentés concernent la location d'articles ménagers, la location de véhicules automobiles la réparation, et le commerce de détail à l'exception des véhicules automobiles d'occasion.
 (2) Valeur ajoutée directe et indirecte des biens neufs équivalents. (3) Ces résultats sont présentés à la page suivante. Note : les résultats présentés ci-dessous font référence à des dépenses de 100 M\$



(Aviseo

Les secteurs ayant moins d'ampleur entraînent également des gains

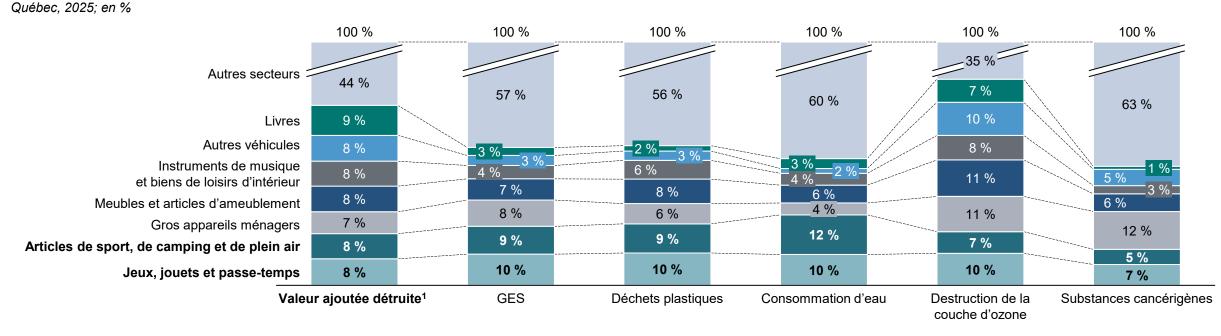
Le recours au réemploi au sein des autres secteurs du commerce de détail permet d'éviter des impacts environnementaux considérables tout en limitant les pertes économiques découlant du non-achat de biens neufs

 Ainsi, des gains environnementaux sont observés dans l'ensemble des secteurs du réemploi, bien que leur magnitude soit variable.

Il apparaît donc pertinent de considérer les gains environnementaux potentiels ainsi que les coûts économiques reliés lors de la priorisation des secteurs du réemploi à soutenir

- Dans le cas des secteurs à plus faible impact, les secteurs des jeux, jouets et passe-temps ainsi que d'articles de sport, de camping et de plein air montrent tout de même des impacts environnementaux évités importants.

Contribution des secteurs à la valeur ajoutée non réalisée et à certains indicateurs d'impact environnemental





L'analyse des impacts environnementaux et économiques permet de tirer trois principaux constats

À la lumière des résultats de l'analyse des impacts environnementaux et économiques du réemploi, il est possible de cibler les secteurs les plus porteurs de bénéfices, tout en identifiant les régions administratives où un soutien s'avère nécessaire

- En concentrant les efforts sur les secteurs à fort potentiel, les actions menées gagnent en impact
- De même, en connaissant les régions les plus affectées par le retrait des activités de production de biens neufs, soit les régions ressources, des moyens de mitigation peuvent être mis en place afin d'accompagner les travailleurs dans la transition.

Constat	Précisions
La priorisation des secteurs de la vente de vêtements et de petits appareils électroménagers d'occasion, ainsi que dans la location de véhicules, apparaît particulièrement bénéfique	Dans ces secteurs, le réemploi permet d'éviter des impacts environnementaux considérables, en particulier concernant les émissions de GES, la génération de déchets plastiques, et la consommation d'eau, tout en minimisant les pertes économiques liées à la non-consommation de biens neufs - C'est en ciblant les secteurs les plus porteurs, tels que le commerce de détail d'occasion de vêtements et de petits appareils électroménagers, ainsi que la location de véhicules, que les gains environnementaux du réemploi seraient maximisés.
Le réemploi peut contribuer au soutien du développement économique et social régional	Dans de nombreux cas, lorsque le réemploi est préféré, les biens neufs non achetés auraient nécessité des importations - Généralement, en dépensant pour l'achat de biens usagés, pour de la location ou de la réparation, davantage d'emplois locaux sont soutenus puisque l'industrie du réemploi nécessite moins d'importations de biens que l'industrie du neuf, et génère donc moins de pertes économiques. Ainsi, le réemploi jouit d'un avantage en matière de retombées économiques.
Certaines régions administratives sont peu actives dans l'industrie du réemploi et bénéficieraient d'un soutien accru	L'Abitibi-Témiscamingue, le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec sont les régions qui bénéficient le moins des impacts économiques du réemploi - Ces régions dites « ressources » présentent une faible densité de la population, et une part plus faible des emplois se trouve dans le secteur des services, en comparaison aux autres régions du Québec - Par conséquent, du soutien au réemploi serait bénéfique pour ces régions, alors que les citoyens disposent actuellement de peu d'alternatives aux biens neufs.

Consultation d'acteurs impliqués dans le réemploi

CONSULTATION D'ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LE RÉEMPLOI

Une consultation de parties prenantes du secteur afin de mieux comprendre leur réalité

La consultation combine un sondage réalisé auprès d'entreprises œuvrant dans le secteur du réemploi et des entretiens avec des organismes œuvrant dans le secteur du commerce de détail d'occasion

- Le sondage cumule 11 réponses alors que trois entretiens ont été menés
- Les échanges ont permis de dégager des enjeux, des perspectives et des impacts propres aux acteurs du réemploi en plus de dégager certaines propositions de mesures à mettre en place pour soutenir le secteur
- Notons que les prochaines pages ne présentent pas des recommandations, mais une synthèse des principaux constats recensés.



Des constats importants émergent de cette consultation



La mission sociale demeure au cœur des activités de nombreux organismes de commerce de détail d'occasion et ne montre pas de signe d'essoufflement.



Les détaillants de vêtements usagés doivent composer avec des défis en lien avec les volumes croissants de surplus, une hausse des dons de faible qualité, et un soutien limité à la R-D.



La demande pour les articles usagés est en croissance et la clientèle se diversifie avec les consommateurs sensibilisés à l'écologie et à la consommation responsable.



Le commerce de détail d'occasion présente des particularités régionales. Alors que dans les centres urbains, les établissements tendent à se spécialiser, ils adoptent une approche plus généraliste en région.



Un maillage accru avec les entreprises pourrait propulser le secteur du réemploi en favorisant l'émergence d'une véritable symbiose industrielle.



Le sondage auprès d'acteurs de l'industrie révèle la motivation de la clientèle et des enjeux propres au réemploi

Onze répondants ont complété l'enquête. Ceux-ci faisaient partie des secteurs du commerce de détail d'occasion et de la réparation. Les répondants étaient situés dans les régions du Centre-du-Québec, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Outaouais, de la Capitale-Nationale, et de Montréal.

L'enquête met en évidence un secteur du commerce de détail d'occasion et de la réparation animé par des valeurs sociales et environnementales fortes, mais confronté à des contraintes structurelles et économiques importantes.

Les mesures identifiées par les répondants pour stimuler le réemploi mettent en lumière la nécessité d'un soutien combinant des incitatifs financiers, fiscaux et organisationnels. Ensemble, elles contribueraient à renforcer la compétitivité du commerce de détail d'occasion et de la réparation, tout en créant un environnement plus favorable à leur développement à long terme.

Dans le cas du **rechapage de pneus**, le prix très bas des pneus neufs, en partie dû à des subventions à l'exportation et à des contraintes réglementaires sur les plaintes commerciales, rend la réparation économiquement peu attractive. Cette situation entraîne la disparition de certains rechapeurs, avec des conséquences sur l'emploi local et sur la durabilité.

		Commerce de détail d'occasion	Réparation				
	Clientèle	La clientèle des organismes est diversifiée, composée en grande partie de personnes sensibilisées à l'écologie et à la consommation responsable.					
	Enjeux	Les principaux défis rencontrés concernent le recrutement de personnel ainsi que la gestion de la quantité et de la qualité des dons.	L'enjeu principal soulevé par les répondants est que, dans de nombreux cas, le prix très bas des biens neufs rend la réparation peu attrayante sur le plan économique pour les consommateurs.				
	Autres constats	Plus de la moitié des organisations consultées poursuivent une mission à caractère social.	Selon les répondants, un argument de vente central réside dans le fait que la réparation prolonge la durée de vie des objets.				
	Mesures	L'instauration de mesures fiscales adaptées (écofiscalité) est perçue comme une solution importante.	Dans le secteur de la réparation, la mise en relation des organisations avec des agents de soutien dédiés au développement du réemploi apparaît également comme une mesure pertinente.				
		Pour les organisations consultées, tant dans le secteur du commerce de détail d'occasion que dans la réparation, la création de programmes de subventions ciblés pour le réemploi constitue la mesure la plus pertinente.					

Nos constats sont bonifiés par des entretiens auprès de différents acteurs

Le prix constitue le principal incitatif qui encourage la clientèle à se tourner vers le réemploi

- L'ancrage social de plusieurs organismes de réemploi représente aussi un élément attractif.
- La dimension environnementale, liée à la réduction de la consommation de nouvelles ressources, joue un rôle non négligeable, bien qu'elle ne soit pas la motivation première.
- Un effet de mode entourant l'achat de vêtements de friperie s'est affirmé au cours des dernières années, renforçant l'attrait pour ce type de consommation.

En plus d'occuper une place prépondérante au sein du réemploi, le secteur textile connaît des défis importants

- Certaines nouvelles marques de vêtements à bas prix posent un double enjeu : leur faible qualité empêche leur réemploi, tout en accentuant la concurrence avec les friperies sur le plan du prix.
- À cela s'ajoutent des défis liés à la gestion des surplus de dons.
- Enfin, en aval de la vente de vêtements de seconde main, le recyclage en fin de vie demeure complexe, notamment en raison des difficultés techniques associées au défibrage.

Le secteur du réemploi est en croissance

- Les organismes de réemploi connaissent une croissance qui se traduit par l'ouverture de nouvelles succursales et l'agrandissement de leurs installations afin de répondre à l'augmentation du volume de dons. Certains doivent toutefois en refuser en raison de leur capacité limitée.
- Parallèlement, la clientèle se diversifie et le réemploi bénéficie d'une acceptation croissante au sein de la population.
- Il existe toutefois de nombreuses microsolutions dans le secteur du réemploi, mais elles peinent à prendre leur envol pour générer un impact significatif. Les ressources demeurent difficiles à mobiliser pour les acteurs, et certaines initiatives s'avèrent difficiles à transposer à plus grande échelle.

L'impact social est fortement valorisé

- Qu'il s'agisse de leur mission principale ou d'initiatives complémentaires, le soutien aux personnes en situation de précarité occupe une place centrale pour les organismes consultés.
- Plusieurs emploient des personnes en réinsertion sur le marché du travail, tandis que d'autres proposent des formations afin de favoriser l'accès à l'emploi.





Les parties prenantes consultées ont ciblé certaines mesures à mettre en place, à soutenir ou à bonifier

Ces mesures, qui pourraient être mises en place par le gouvernement, visent à stimuler le secteur du réemploi à l'échelle québécoise. Une bonne compréhension du secteur, de ses enjeux, de ses forces et faiblesses, permet de mieux cibler et d'évaluer adéquatement les mesures potentielles. De plus, les mesures doivent être taillées sur mesure pour un secteur majoritairement d'OBNL.

	Un soutien fiscal lié à la mission du réemploi pourrait propulser le développement du secteur du réemploi	 Les flux traités par les organismes contribuent à désengorger les systèmes municipaux de gestion des déchets et les écocentres, qui bénéficient pour leur part de subventions. Davantage de soutien financier permettrait de reconnaître cette contribution et de soutenir le développement du secteur. Le soutien fiscal pourrait également cibler négativement l'achat de biens neufs dans le but de favoriser les biens usagés. Les sommes ainsi générées pourraient permettre de financer les programmes d'aide (bonus-malus).
	Le maintien de l'aide financière du gouvernement du Québec, notamment au travers de Services Québec, est crucial pour que les organismes maintiennent leur mission sociale	 Sans financement, les organismes consultés devraient assumer des frais supplémentaires pour poursuivre leur mission sociale. Le retrait de ce soutien ralentirait la croissance du secteur du réemploi, réduirait l'offre de services aux bénéficiaires et limiterait ainsi le nombre de personnes pouvant en profiter. Comme il s'agit souvent d'individus en situation de précarité, l'impact social serait d'autant plus important, tandis que les organismes auraient moins de capacité à investir dans leur mission.
-	Davantage de soutien aux nouvelles pratiques	 Les ressourceries sont des acteurs importants pour la mise en place de nouvelles pratiques en matière de réemploi et de gestion des invendus, notamment le défibrage. Or, le financement pour la recherche et le développement dans ces créneaux est manquant ce qui ne permet qu'aux grands joueurs de financer des initiatives. Ainsi, un financement accru et des programmes spécifiques pour les entreprises de réemploi stimuleraient l'innovation et de nouvelles pratiques dans ces secteurs.
	Le déploiement de responsabilités élargies des producteurs (REP) devrait être fait prudemment et en collaboration avec des acteurs du réemploi	 La gouvernance actuelle des REP n'implique que les producteurs de biens neufs. Ainsi, les débouchés de réemploi ne sont pas toujours pris en considération dans le cadre de ces systèmes, limitant leur promotion, pourtant essentielle, dans le cadre des REP. Spécifiquement dans l'éventualité de la mise en place d'une REP textile au Québec, il est primordial que les acteurs du réemploi soient activement impliqués dans la démarche.

+ Conclusion

Stimuler le réemploi serait avantageux pour le Québec alors que le secteur présente 232 M\$ en valeur ajoutée

La présente étude a permis de dégager, non seulement cet impact sur l'économie du Québec, mais également l'impact social de ce secteur, soit les emplois soutenus qui atteignent 1 567 emplois

- Ceux-ci sont au net et prennent donc en considération une réduction de l'activité économique et de l'emploi dans les secteurs de la vente des biens neufs associés
- La présente étude a également mis en exergue un impact environnemental positif du secteur du réemploi. Il permet ainsi d'éviter l'émission d'un peu plus de 225 kT d'éq. CO₂ et plus de 120 millions de m.cu. éq. mond. d'eau. Plusieurs autres polluants présentent des réductions en raison du réemploi.

Pour ce faire, Aviseo a recensé, à partir d'une définition élaborée dans le cadre de ce mandat, les entreprises du secteur du réemploi et a procédé à des modélisations économiques

- Le modèle d'entrées et sorties régionalisé d'Aviseo a été utilisé afin de mener les modélisations économiques alors qu'un modèle similaire, élargi à l'environnement (CIRAIG), a été utilisé pour dégager les impacts environnementaux
- Rappelons qu'un modèle, sous format Excel, a été remis à RECYC-QUÉBEC pour effectuer différentes modélisations et scénarios de développement du secteur du réemploi.

Sommaire des retombées économiques et environnementales du réemploi¹

Québec, 2025; en millions \$, en ETC²

	Valeur ajoutée <i>(M\$)</i>					Emplois (ETC ²)					Environnement		
	Directe	Indirecte	Totale	Induite	Totale et induite	Directs	Indirects	Totaux	Induits	Totaux et induits	GES (kT d'éq. CO₂)	Déchets plastiques (tonnes)	Conso. d'eau (millions de m.cu. éq. mond.)
Réparation	65,7	-16,7	49,0	8,4	57,4	618	-198	421	121	541	-41,9	-1 067,9	-22,5
Location	60,2	-3,2	56,9	0,8	57,7	-236	-27	-263	11	-252	-66,0	-1 727,9	-28,2
Commerce de détail (excluant les véhicules automobiles d'occasion)	147,7	-50,8	96,9	20,0	116,9	1 552	-562	990	288	1 277	-118,2	-1 985,7	-70,1
Total	273,6	-70,7	202,9	29,2	232,1	1 935	-788	1 147	420	1 567	-226,1	-4 781,4	-120,8

⁽¹⁾ L'arrondissement des nombres peut expliquer l'écart entre la somme des éléments et le total présenté.

Sources: RECYC-QUÉBEC; Dun & Bradstreet; Analyse Aviseo Conseil, 2025

⁽²⁾ Emplois en équivalent temps complet.

Des mesures pour stimuler le réemploi pourraient être mise en place

Celles-ci pourront être de diverses natures, que ce soient des programmes de soutien financier, des mesures réglementaires et des mesures écofiscales, qu'elles soient avantageuses pour le secteur du réemploi ou contraignantes pour les secteurs vendant des biens neufs similaires

- Il serait ainsi possible de cibler les secteurs offrant le plus de gains par rapport aux coûts et d'analyser les mesures les plus appropriées à mettre en place. Les mesures efficaces pourraient différer en fonction du secteur
 - Les secteurs de la vente de biens usagés, notamment les petits électroménagers et les vêtements devraient être priorisés, aux vues des résultats des retombées économiques, en raison des gains environnementaux et économiques qu'ils entraînent par rapport aux coûts économiques dans les secteurs de la vente des biens neufs associés.
- Un processus structuré d'évaluation de la situation actuelle dans chacun des secteurs devrait être mis en place afin de favoriser l'efficacité et l'efficience des mesures, tout en permettant d'évaluer différentes options en fonction de ces mêmes critères.

Processus de mise en place d'une politique publique

Définition de la problématique

Élaboration des objectifs

Déterminer les outils pertinents

Évaluer les effets des outils

Sélection et mise en œuvre

Mise en place d'un processus de suivi

Les mesures énumérées devraient être analysées en fonction de leur efficacité et de leur efficience à stimuler les secteurs prioritaires du réemploi.



+ Annexes

Revue de définitions du réemploi utilisées au Québec

	Définition
Aviseo Conseil Étude sur la production, la mise en marché, la chaîne de valeur et la gestion des plastiques au Québec, 2024, Québec	 Réemploi: Utiliser le produit à nouveau lorsqu'il n'est pas modifié et demeure à l'identique. Il s'agit de réemploi lorsque le produit conserve la même fonctionnalité ou est utilisé pour une autre fonctionnalité (par ex. marché de l'usagé (dons/revente), utiliser une bouteille de vin comme vase à fleurs).
RECYC-QUÉBEC Appel d'offres, 2024 Québec	 Réemploi : Le réemploi (ou réutilisation) réfère généralement à l'utilisation répétée d'un produit ou d'un emballage, sans modification de son apparence ou de ses propriétés. Sont considérés comme du réemploi la vente et le don d'articles usagés, même si ces articles ont été nettoyés ou réparés (ex. : revente ou don de vêtements, d'ordinateurs, de meubles, d'électroménagers ou de matériaux de construction). Dans le cadre précis du présent mandat, et par souci de simplification, le terme réemploi inclut également la réparation.
Office québécois de la langue française Grand dictionnaire terminologique, Québec	 Opération par laquelle on utilise une matière résiduelle ou un bien de consommation de nouveau, sans en modifier les propriétés La matière résiduelle ou le bien de consommation réemployé peut conserver son usage d'origine ou servir à un nouvel usage. Par exemple, une personne peut de nouveau utiliser un emballage pour envelopper un cadeau ou se servir d'une bouteille de vin vide pour en faire un vase à fleurs (dans ce dernier cas, on parle plus précisément de recontextualisation).

Revue de définitions du réemploi utilisées à l'international

	Définition
Reuse Minnesota Measuring statewise impacts of reuse, 2022, Minnesota, États-Unis	 The continued use, repair, or repurposing of items or materials which extends the life of resources and decreases the demand for new production
Zero Waste Europe Packaging Reuse vs. Packaging Prevention. Understading which policy measures best apply, 2022 Europe	 "Reusable packaging is packaging that is designed to be reused several times for the same purpose after use and whose actual return and reuse is made possible by adequate logistics and promoted by suitable incentive systems, usually by a deposit." In fact, there are some key aspects that are crucial to be embedded into the definition of a reusable packaging system: The existence of infrastructure and reverse logistics for actual take-back, cleaning, refill and redistribution of the packaging (operated by the producers and/or a third party). A suitable incentive to return the packaging (usually a deposit, but can also be a system in which the consumer pays a fine when the packaging is not returned). A certain amount of minimum rotations, which should be at least between 10-15 cycles4. A collection rate of at least 90% of the packaging.
Ellen MacArthur Foundation Mondial	 Reuse: The repeated use of a product or component for its intended purpose without significant modification. Small adjustments and cleaning of the component or product may be necessary to prepare for the next use.
Environmental Protection Agency (EPA) Irlande	 Reuse is defined as any operation by which products or components that are not waste are used again for the same purpose for which they were conceived. It does not include items which are recycled or 'prepared for reuse' which involves the items entering the waste stream and undergoing some form of treatment.



Revue de définitions du réemploi utilisées à l'international

	Définition
UN Environment Re-defining Value – The Manufacturing Revolution. Remanufacturing, Refurbishment, Repair and Direct Reuse in the Circular Economy, 2018, Monde	 Reuse: Refers to the using again of a product, object or substance that is not waste, for the same purpose for which it was conceived, without the necessity of repair or refurbishment.
Environnement et Changement climatique Canada Socio-Economic and Environmental Study of the Canadian Remanufacturing Sector and Other Value-Retention Processes (VRPs) in the Context of a Circular Economy (CE), 2021, Canada	 Re-use: Any operation by which products or components that are not waste are used again for the same purpose for which they were conceived. (The European Parliament and the Council of the European Union, 2008)
International organization for standardization ISO 18603:2013(en) Packaging and the environment — Reuse	 Reuse: operation by which packaging is refilled or used for the same purpose for which it was conceived, with or without the support of auxiliary products present on the market enabling the packaging to be refilled Note 1 to entry: Non reusable items that support packaging reuse, such as labels or closures, are considered to be part of that packaging. Reusable packaging: packaging or packaging component which has been designed to accomplish or proves its ability to accomplish a minimum number of trips or rotations in a system for reuse



Revue de définitions du réemploi utilisées à l'international

	Définition
National Zero Waste Council Reuse in Canada Landscape Scan: Understanding Opportunities to Advance Reuse Systems, 2022 Colombie-Britannique	 "Reuse: Any operation by which a product, component or material is used again for the same purpose that it was originally manufactured for and in its original form, without significant modifications or enhancements before being used again. Small adjustments, minor repairs, testing and cleaning of components may be necessary to prepare for the next reuse and this can be referred to as being repaired or refurbished." « Réemploi : Toute opération par laquelle un produit, un composant ou un matériau est utilisé de nouveau pour le même usage pour lequel il a été initialement fabriqué et dans sa forme d'origine, sans modifications ou améliorations significatives avant d'être réutilisé. De petits ajustements, des réparations mineures, des tests et un nettoyage des composants peuvent être nécessaires pour préparer le réemploi, ce qui peut être qualifié de réparation ou de reconditionnement. »
InOff Plastic, Zero Waste Europe European Reuse Barometer, 2024 Europe	 Reuse: Any operation by which reusable packaging is used again multiple times for the same purpose for which it was conceived Reusable packaging: Packaging placed on the market shall be deemed to be reusable where it fulfils the following conditions: it has been conceived, designed and placed on the market with the objective to be reused multiple times; it has been conceived and designed to accomplish as many rotations as possible in normally predictable conditions of use; it fulfils the requirements regarding consumer health, safety and hygiene. it can be emptied or unloaded without causing damage to the packaging which prevents its further function and reuse; it is capable of being emptied, unloaded, refilled or reloaded while ensuring compliance with the applicable safety and hygiene requirements, including those on food safety; it is capable of being reconditioned in accordance with Part B of Annex VI, whilst maintaining its ability to perform its intended function; it can be emptied, unloaded, refilled or reloaded while maintaining the quality and safety of the packaged product and allowing for the attachment of labelling, and the provision of information on the properties of that product and on the packaging itself, including any relevant instructions and information for ensuring safety, adequate use, traceability and shelf-life of the product; it can be emptied, unloaded, refilled or reloaded without risk to the health and safety of those responsible for doing so; and 9

La fine connaissance des entreprises représente une limite inhérente au présent mandat

Aviseo a toutefois minimisé cette limite par l'utilisation de données provenant de la firme *Dun & Bradstreet* concernant l'ensemble des entreprises des industries sélectionnées. Après avoir nettoyé la base de données, le présent mandat prend en compte 4 941 entreprises actives dans ces industries du réemploi, générant un chiffre d'affaires total de 4,9 G\$.

La collecte des données présente également des limites quant à l'estimation des chiffres d'affaires

- Lorsque l'information n'est pas publique, le chiffre d'affaires et le nombre d'employés de l'entreprise concernée sont estimés par Dun & Bradstreet
- Il est possible que certaines entreprises soient omises de la base de données extraite de *Dun & Bradstreet*, notamment en raison de l'indisponibilité des données ou du code d'industrie attribué à l'entreprise
 - Certaines entreprises étant actives dans plus d'une industrie, le code d'industrie utilisé par Dun & Bradstreet correspond à leur activité principale
 - Ainsi, des entreprises œuvrant dans le réemploi, mais dont ce secteur ne constitue pas l'activité principale, pourraient être exclues
 - Par conséquent, bien que le portrait du réemploi présenté dans ce rapport soit représentatif du secteur au Québec, il pourrait différer légèrement de la réalité.

Les 4 941 entreprises retenues constituent les entreprises québécoises dont une partie ou la totalité du chiffre d'affaires est susceptible d'être attribuable au réemploi

 Dès lors, le chiffre d'affaires des entreprises constitue un meilleur indicateur que le nombre d'entreprises pour estimer la taille du secteur du réemploi au Québec.

Exemples d'entreprises incluses dans le secteur du réemploi

Québec; à titre indicatif

Secteur de réemploi	Exemples d'entreprises incluse	es
Réparation	CENA CHALLEPAGE ET CLIMATISATION Rechapage 2000	Bertoldi's
Location	LOCATION COUTILS Location d'outils	**nterprise
Commerce de détail	SPORT SECHANGE GROUPE CONTANT	La Ressourcerie de Lac Saint-Charles Depuis 1995 et cela, grâce à votre générosité! I e port Jeffat librairie

Données détaillées sur les entreprises de réparation (1/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie réparation œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

	At	Abitibi-Témiscamingue			Bas-Saint-Laurent		Capitale-Nationale			
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	
Appareils électroménagers	1	3	0,8	8	16	4,5	25	31	8,5	
Rembourrage et réparation de meubles	6	15	4,3	8	10	6,4	20	12	3,0	
Autres articles personnels et ménagers	3	3	0,4	4	4	0,8	34	28	6,0	
Matériel de maison et de jardin	3	4	1,1	1	1	0,3	5	11	3,3	
Chaussures et maroquinerie	4	7	1,1	6	4	0,6	20	13	2,1	
Rechapage de pneus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	17	31	7,7	27	34	12,5	104	93	22,9	

Données détaillées sur les entreprises de réparation (2/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie réparation œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Centre-du-Québec	:	Cl	naudière-Appalach	es		Côte-Nord	
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Appareils électroménagers	11	13	3,3	13	11	2,9	6	13	3,4
Rembourrage et réparation de meubles	10	6	1,6	13	13	3,2	2	3	0,8
Autres articles personnels et ménagers	8	9	1,6	6	5	0,9	1	1	0,1
Matériel de maison et de jardin	1	1	0,3	4	8	2,6	-	-	-
Chaussures et maroquinerie	6	4	0,6	19	14	2,3	1	2	0,3
Rechapage de pneus	-	-	-	1	6	1,1	-	-	-
Total	36	32	7,3	56	56	13,0	10	18	4,6

Données détaillées sur les entreprises de réparation (3/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie réparation œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Estrie		Gaspé	sie–Îles-de-la-Mac	leleine		Lanaudière	
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Appareils électroménagers	6	19	5,1	5	4	1,0	14	22	7,5
Rembourrage et réparation de meubles	26	16	4,2	-	-	-	23	15	4,1
Autres articles personnels et ménagers	10	6	1,2	2	2	0,3	7	5	1,0
Matériel de maison et de jardin	7	31	8,5	-	-	-	2	3	0,6
Chaussures et maroquinerie	14	10	2,1	2	1	0,2	10	8	1,5
Rechapage de pneus	-	-	-	-	-	-	2	21	3,5
Total	63	81	21,0	9	6	1,5	58	72	18,2

Données détaillées sur les entreprises de réparation (4/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie réparation œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Laurentides			Laval			Mauricie	
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Appareils électroménagers	12	11	3,2	15	11	2,9	8	10	2,6
Rembourrage et réparation de meubles	20	17	4,5	11	8	2,1	14	17	4,6
Autres articles personnels et ménagers	18	15	3,3	11	18	5,5	3	2	0,3
Matériel de maison et de jardin	4	7	1,8	3	19	5,3	3	3	0,6
Chaussures et maroquinerie	16	11	1,8	15	11	2,4	9	6	1,3
Rechapage de pneus	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	70	59	14,5	55	66	18	37	37	9,5

Données détaillées sur les entreprises de réparation (5/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie réparation œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Montérégie			Montréal			Nord-du-Québec	
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Appareils électroménagers	43	98	26,6	38	44	11,6	-	-	-
Rembourrage et réparation de meubles	47	35	9,0	41	41	11,6	-	-	-
Autres articles personnels et ménagers	29	33	7,9	112	87	20,2	-	-	-
Matériel de maison et de jardin	9	19	5,0	5	18	5,3	-	-	-
Chaussures et maroquinerie	36	23	4,0	75	52	9,7	1	1	0,1
Rechapage de pneus	-	-	-	1	13	5,1	-	-	-
Total	164	207	52,4	272	253	63,5	1	1	0,1

Données détaillées sur les entreprises de réparation (6/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie réparation œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Outaouais		Sag	uenay–Lac-Saint-	lean	Ensemble du Québec			
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	
Appareils électroménagers	9	8	2,1	5	10	2,5	219	321	88,4	
Rembourrage et réparation de meubles	15	10	2,6	11	8	2,1	267	223	64,0	
Autres articles personnels et ménagers	9	10	2,3	10	7	1,2	267	229	52,8	
Matériel de maison et de jardin	1	4	1,0	3	10	2,4	51	135	38,1	
Chaussures et maroquinerie	12	9	1,5	7	4	0,7	253	175	32,3	
Rechapage de pneus	-	-	-	-	-	-	4	39	9,7	
Total	46	41	9,5	36	38	8,8	1 061	1 121	285,3	

Données détaillées sur les entreprises de location (1/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie location œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

	Alt	oitibi-Témiscaming	jue		Bas-Saint-Laurent	t	Capitale-Nationale		
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Location d'automobiles	3	4	1,1	11	12	3,4	17	24	7,2
Centres de location d'articles divers	-	-	-	2	5	1,9	9	83	38,0
Location d'appareils électroniques domestiques et ménagers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Location de vêtements de cérémonie et costumes	-	-	-	1	1	0,2	-	-	-
Location d'équipements de loisirs	-	-	-	1	3	0,7	-	-	-
Location de matériel médical à domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Location de tous les autres biens de consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	3	4	1,1	15	21	6,2	26	107	45,2

AVISEO

Données détaillées sur les entreprises de location (2/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie location œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Centre-du-Québec	:	С	naudière-Appalach	es	Côte-Nord		
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Location d'automobiles	7	8	2,0	4	3	0,8	5	5	1,2
Centres de location d'articles divers	4	9	3,5	6	11	4,1	4	17	6,4
Location d'appareils électroniques domestiques et ménagers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Location de vêtements de cérémonie et costumes	1	1	0,2	-	-	-	-	-	-
Location d'équipements de loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Location de matériel médical à domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Location de tous les autres biens de consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	12	18	5,7	10	14	4,9	9	22	7,6

Données détaillées sur les entreprises de location (3/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie location œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Estrie		Gaspe	ésie–Îles-de-la-Mac	leleine	Lanaudière			
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	
Location d'automobiles	11	12	5,1	4	4	1,1	9	11	4,8	
Centres de location d'articles divers	10	53	27,2	4	9	3,5	10	45	25,3	
Location d'appareils électroniques domestiques et ménagers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location de vêtements de cérémonie et costumes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location d'équipements de loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location de matériel médical à domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location de tous les autres biens de consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	21	65	32,3	8	13	4,6	19	56	30,1	

Données détaillées sur les entreprises de location (4/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie location œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Laurentides			Laval		Mauricie			
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	
Location d'automobiles	10	12	2,9	11	16	3,6	3	9	2,0	
Centres de location d'articles divers	12	58	49,1	6	20	7,7	5	22	9,1	
Location d'appareils électroniques domestiques et ménagers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location de vêtements de cérémonie et costumes	-	-	-	-	-	-	1	4	0,7	
Location d'équipements de loisirs	3	10	2,5	-	-	-	-	-	-	
Location de matériel médical à domicile	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location de tous les autres biens de consommation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	25	80	54,5	17	36	11,3	9	35	11,8	

Données détaillées sur les entreprises de location (5/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie location œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Montérégie			Montréal		Nord-du-Québec			
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	
Location d'automobiles	12	20	5,4	42	58	15,0	1	1	0,4	
Centres de location d'articles divers	12	52	21,3	12	80	28,3	-	-	-	
Location d'appareils électroniques domestiques et ménagers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location de vêtements de cérémonie et costumes	2	2	0,3	4	14	2,8	-	-	-	
Location d'équipements de loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Location de matériel médical à domicile	1	1	4,7	-	-	-	-	-	-	
Location de tous les autres biens de consommation	1	1	0,4	2	23	9,7	-	-	-	
Total	28	76	32,2	60	175	55,8	1	1	0,4	

Données détaillées sur les entreprises de location (6/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie location œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Outaouais		Sag	uenay–Lac-Saint-	Jean	Ensemble du Québec		
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Location d'automobiles	6	5	1,5	4	4	1,1	160	208	58,7
Centres de location d'articles divers	5	45	17,9	4	12	4,6	105	521	248,0
Location d'appareils électroniques domestiques et ménagers	1	1	0,4	-	-	-	1	1	0,4
Location de vêtements de cérémonie et costumes	-	-	-	1	4	0,7	10	26	4,8
Location d'équipements de loisirs	-	-	-	-	-	-	4	13	3,2
Location de matériel médical à domicile	-	-	-	-	-	-	1	1	4,7
Location de tous les autres biens de consommation	1	16	6,1	-	-	-	4	40	16,2
Total	13	67	25,9	9	20	6,5	285	810	336,1

Données détaillées sur les entreprises de commerce de détail (1/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie commerce de détail œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

	Ak	oitibi-Témiscaming	jue		Bas-Saint-Laurent	t	Capitale-Nationale		
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Automobiles d'occasion	13	67	46,8	29	106	69,7	89	258	173,4
Marchandises d'occasion	4	16	3,7	10	32	9,6	32	137	35,9
Motocyclettes et autres véhicules automobiles	17	6	3,3	23	5	3,4	45	18	15,5
Véhicules récréatifs	5	2	1,5	8	3	2,1	12	4	2,7
Bateaux	4	1	0,7	5	3	1,9	12	5	3,2
Articles de sport	-	-	-	12	2	0,8	34	5	1,5
Appareils électroniques et ménagers	4	>0	0,1	4	0,2	0,1	25	1	0,3
Autres détaillants	-	-	-	1	1	0,2	-	-	-
Total	47	93	56,0	92	153	87,9	249	427	232,5

Données détaillées sur les entreprises de commerce de détail (2/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie commerce de détail œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Centre-du-Québec	;	C	haudière-Appalach	ies	Côte-Nord		
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Automobiles d'occasion	52	143	90,2	84	327	219,7	6	16	10,5
Marchandises d'occasion	13	48	14,2	13	46	12,8	3	10	2,9
Motocyclettes et autres véhicules automobiles	36	10	8,4	55	17	9,9	15	5	3,1
Véhicules récréatifs	14	3	4,3	24	7	4,4	9	2	1,7
Bateaux	3	2	1,1	5	>0	0,3	2	>0	0,2
Articles de sport	5	1	0,2	15	2	0,6	3	>0	0,1
Appareils électroniques et ménagers	5	>0	0,1	11	>0	0,1	-	-	-
Autres détaillants	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	128	206	118,4	207	401	247,8	38	34	18,4

Données détaillées sur les entreprises de commerce de détail (3/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie commerce de détail œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

	Estrie			Gaspe	ésie–Îles-de-la-Mac	leleine	Lanaudière			
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	
Automobiles d'occasion	94	275	185,7	5	16	10,1	129	387	277,9	
Marchandises d'occasion	31	66	16,6	-	-	-	11	24	6,4	
Motocyclettes et autres véhicules automobiles	35	10	5,9	13	3	2,0	51	18	11,9	
Véhicules récréatifs	20	7	3,6	1	1	0,4	20	5	4,9	
Bateaux	18	4	2,2	3	>0	0,2	19	5	3,1	
Articles de sport	23	4	1,0	5	>0	0,1	21	4	1,2	
Appareils électroniques et ménagers	12	>0	0,1	3	>0	0,0	11	>0	0,1	
Autres détaillants	1	13	3,4	-	-	-	-	-	-	
Total	234	379	218,6	30	21	12,9	262	444	305,5	

Données détaillées sur les entreprises de commerce de détail (4/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie commerce de détail œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Laurentides			Laval		Mauricie		
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Automobiles d'occasion	179	541	363,3	153	446	305,5	50	152	114,6
Marchandises d'occasion	20	65	17,5	7	16	4,3	7	8	1,8
Motocyclettes et autres véhicules automobiles	54	15	9,6	16	5	15,0	24	8	5,1
Véhicules récréatifs	22	7	4,5	5	3	1,9	18	5	3,0
Bateaux	21	5	2,7	6	1	0,6	9	1	1,0
Articles de sport	32	5	2,0	15	2	0,6	6	1	0,3
Appareils électroniques et ménagers	23	1	0,3	34	1	0,5	4	>0	0,1
Autres détaillants	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	351	638	400,0	236	475	328,5	118	175	125,9

Données détaillées sur les entreprises de commerce de détail (5/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie commerce de détail œuvrant dans le secteur du réemploi

Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Montérégie			Montréal		Nord-du-Québec		
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)
Automobiles d'occasion	289	934	696,5	380	1286	943,5	1	3	2,1
Marchandises d'occasion	32	90	23,9	86	236	211,1	-	-	-
Motocyclettes et autres véhicules automobiles	92	26	15,9	50	9	6,2	1	1	0,3
Véhicules récréatifs	24	9	6,1	10	2	1,5	-	-	-
Bateaux	46	14	9,5	21	5	2,7	1	>0	0,1
Articles de sport	38	7	2,1	81	12	3,7	-	-	-
Appareils électroniques et ménagers	43	2	0,7	156	7	2,3	-	-	-
Autres détaillants	-	-	-	1	1	0,3	-	-	-
Total	564	1 081	754,7	785	1557	1 171,2	3	4	2,5

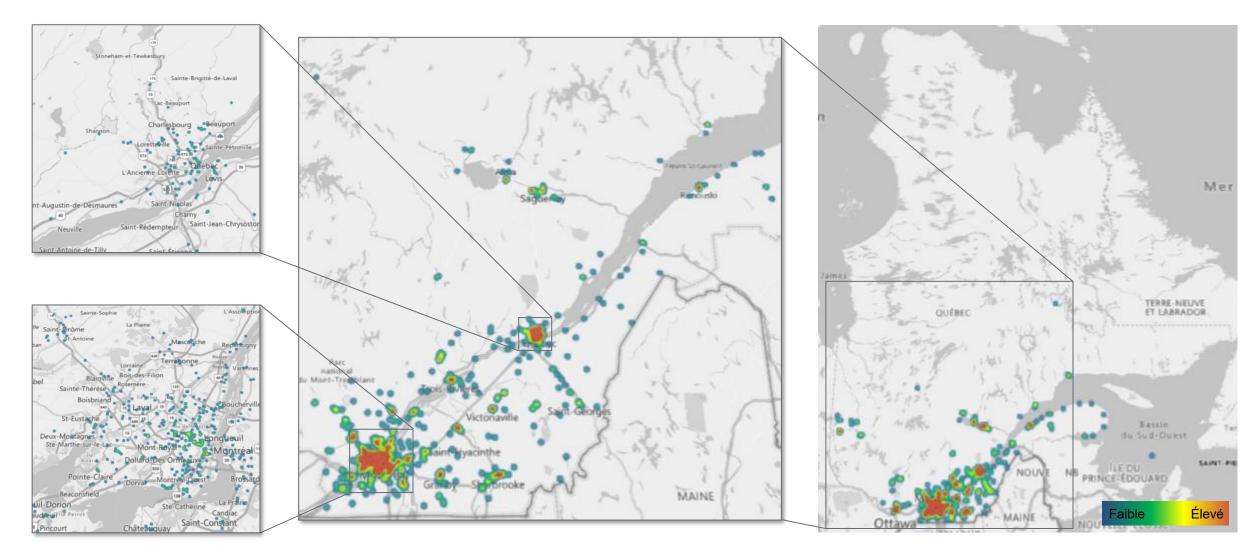
Données détaillées sur les entreprises de commerce de détail (6/6)

Données régionales sur les entreprises de la catégorie commerce de détail œuvrant dans le secteur du réemploi

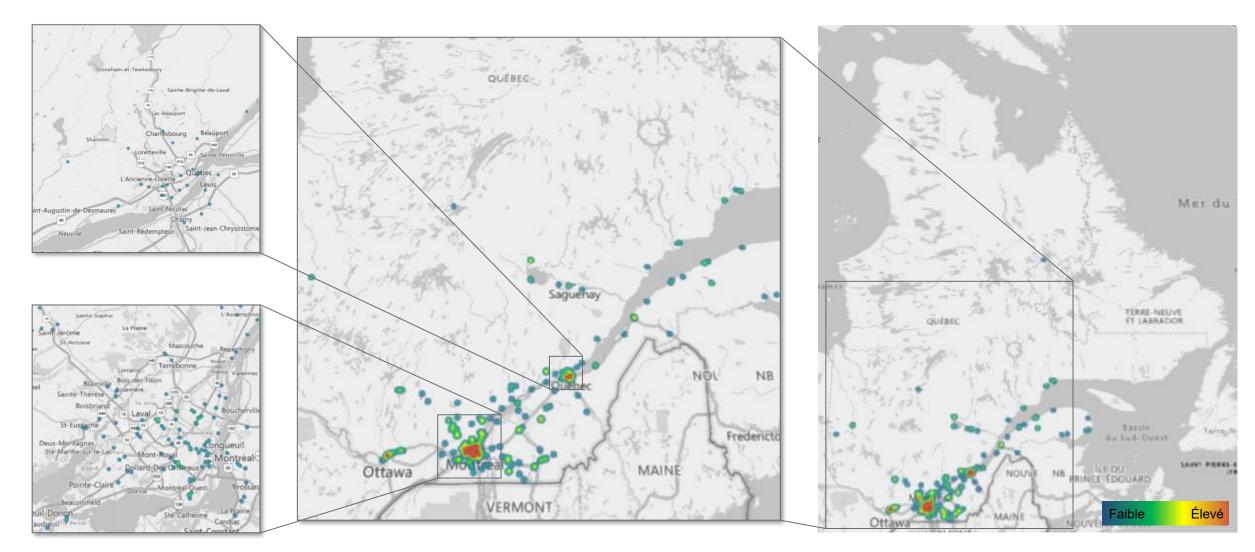
Québec, 2025; en nombre, en millions \$

		Outaouais		Sag	uenay–Lac-Saint-	Jean	Ensemble du Québec			
Catégorie	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	Nb. d'entreprises	Nb. d'employés	C. d'affaires (M\$)	
Automobiles d'occasion	50	157	102,1	35	104	71,4	1 638	5 219	3 683,0	
Marchandises d'occasion	16	55	15,8	11	47	13,1	296	894	389,7	
Motocyclettes et autres véhicules automobiles	18	5	2,5	32	11	6,5	577	169	124,5	
Véhicules récréatifs	7	2	1,3	21	11	9,8	220	75	53,7	
Bateaux	12	6	3,3	10	3	1,8	197	55	34,8	
Articles de sport	16	3	0,8	4	1	0,1	310	48	15,0	
Appareils électroniques et ménagers	13	1	0,2	6	>0	0,1	354	15	5,0	
Autres détaillants	-	-	-	-	-	-	3	15	3,9	
Total	132	228	126,0	119	177	102,9	3 595	6 490	4 309,7	

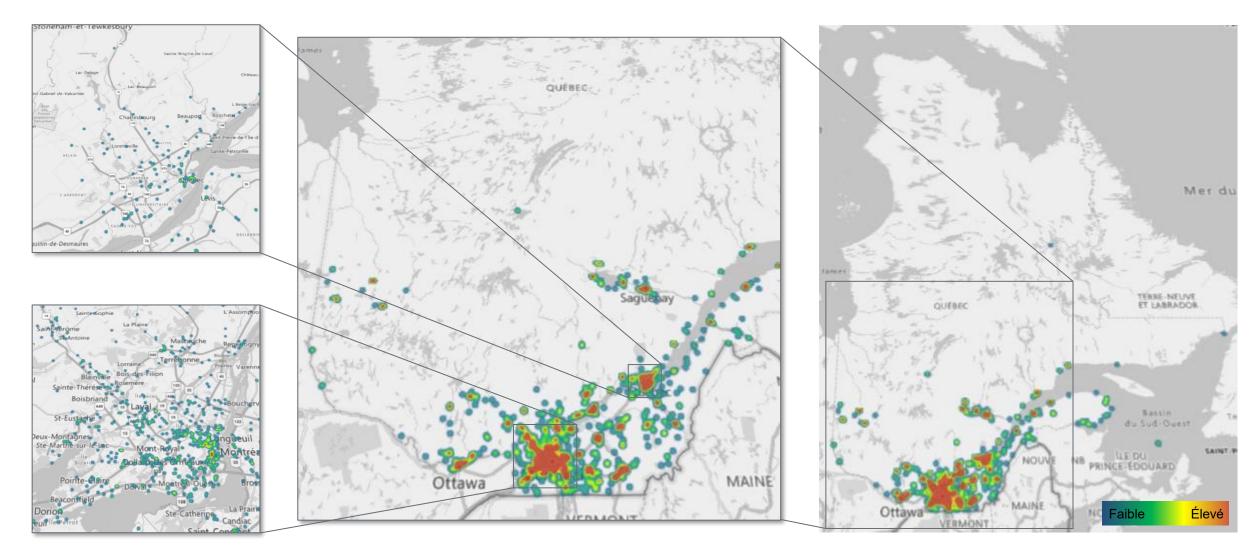
Cartographie des entreprises de réemploi appartenant au soussecteur de la réparation



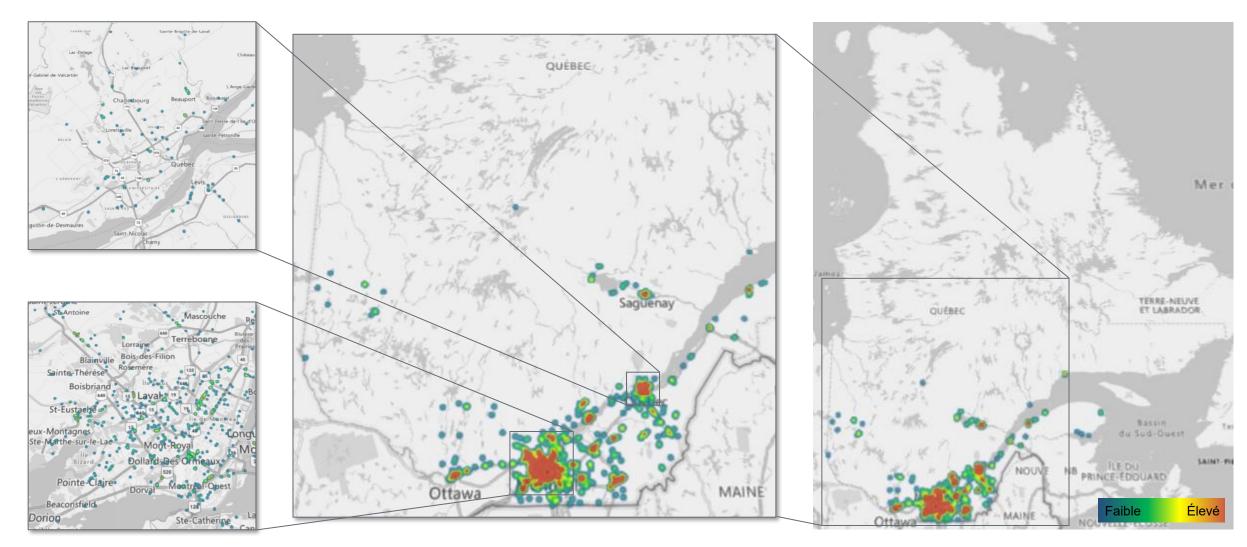
Cartographie des entreprises de réemploi appartenant au soussecteur de la location



Cartographie des entreprises de réemploi appartenant au soussecteur du commerce de détail



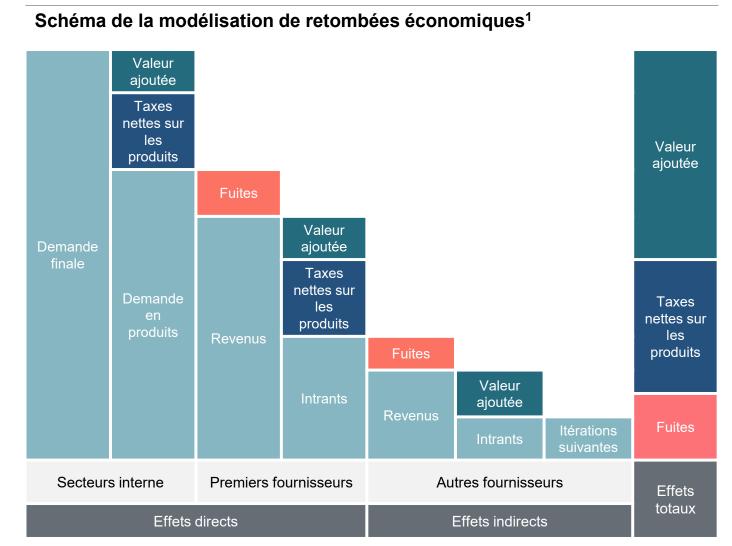
Cartographie des concessionnaires d'automobiles d'occasion



Le rapport distingue les impacts économiques en effets directs et indirects

La méthodologie employée dans le modèle IRQ interne à Aviseo utilise le même principe de propagation de la demande que le modèle de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)

- Le schéma de droite, inspiré de la documentation de l'ISQ, explique la distinction entre les impacts économiques directs et indirects
- La valeur ajoutée directe est constituée des dépenses de salaires et des revenus brut des entreprises simulées par le choc de dépense (l'activité économique étudiée)
 - Les taxes nettes sur les produits sont calculées sur la partie des dépenses considérées comme finale, soit celles des consommateurs
 - Les intrants restants sont composés de fuites si les fournisseurs de l'entreprise simulée sont situés à l'extérieur du Québec et ils sont composés de revenus pour les fournisseurs québécois.
- Les effets indirects proviennent également des dépenses en intrants intermédiaires auprès des premiers fournisseurs du secteur simulé, correspondant à la valeur ajoutée générée chez les fournisseurs immédiats du secteur étudié
- Les dépenses en intrants intermédiaires des premiers fournisseurs auprès des autres fournisseurs génèrent les effets indirects.







Montréal

451 rue Sainte-Catherine O. #301 514-667-0023



Québec

125 boul. Charest E, #401 418-476-0185